Bienvenue à bord  p. 3
La curiemania  p. 4
La Lézarde et la tortue  p. 6
L'Après-charbon  p. 8
Cherbourg joue avec le feu et la mer  p. 9
Les Aînous, aborigènes du Japon  p. 10
En vacances à la Bourboule  p. 11
Les mauvais coups à venir  p. 12
La prolifération nucléaire  p. 14
Les papiers restent  p. 15
Quimper sur Amazone  p. 15
Les flamants roses...  p. 16
Tropiques en toc  p. 17
L'âge de fer radioactif  p. 18
Schéma de mise en valeur du littoral...  p. 20
Les rives de la Loire  p. 21
L'embuscade d'Harare n°5  p. 24
La Hague

MANIFESTE POUR UNE INFORMATION OBJECTIVE ET TRANSPARENTE

A la suite de la publication de l'étude du professeur Viel, mettant en évidence un taux considéré comme anormalement élevé de leucémie chez les enfants vivant près du centre de retraitement de La Hague, des mères de famille inquiètes ont créé le Collectif des Mères en Colère.
Après les affaires du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle, des hormones de croissance, faut-il un nouvel scandale de santé publique touchant la vie de nos enfants pour réagir ? Nous ne pouvons plus nous contenter de propos rassurants, lénifiants et parcellaires. Nous voulons savoir si dans le Cotentin, comme dans les autres régions exposées à des risques analogues, la santé des enfants est susceptible d'être menacée.

Par ce manifeste je soutiens le Collectif des Mères en Colère dans sa volonté d'obtenir enfin des informations claires et objectives, sur les risques liés à l'influence des rejets, dans l'atmosphère et dans l'environnement marin, de l'industrie nucléaire.

<table>
<thead>
<tr>
<th>NOM</th>
<th>PRÉNOM</th>
<th>ADRESSE</th>
<th>PROFESSION</th>
<th>SIGNATURE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Manifeste à retourner au Collectif des Mères en Colère : La Bordette - 50840 Fermanville

La Flèche été 97
Bienvenue à bord

Le 16 janvier 1997, les cadavres en voie de décomposition de deux africains embarqués clandestinement dans la cargaison de manioc d'un cargo chypriote en provenance du Ghana sont découverts à Saint-Malo. Ils ont été intoxiqués par les fumigations réalisées au départ pour éviter la prolifération des insectes. Avant le chargement de céréales ou de marchandises alimentaires ou agro-alimentaires, l'usage est de répandre dans les cales du navire des gaz toxiques.

Le 4 janvier 1997 à Bayonne, 7 passagers clandestins sont interpellés à bord du Beaulieu en provenance du Maroc. Le Beaulieu, bateau de la Morbihannaise de Navigation, transporte assez régulièrement des déchets nucléaires.

Le 21 janvier 1997, deux cadavres de passagers clandestins sont retrouvés dans un conteneur en provenance du Kenya, dans l'enclave portuaire d'Anvers.

Le 10 février 1997, 2 passagers clandestins embarqués à bord d'un cargo portugais en mouillage près de l'île d'Aix, au large de la Charente, se jettent à l'eau pour gagner la France et la liberté. L'un d'eux âgé de 17 ans se noie. Les services départementaux de la DICCILEC (Direction Centrale du Contrôle de l'Immigration et de Lutte contre l'Emploi des Clandestins) relèvent 50 cas par an de séquestration à bord de passagers clandestins.


Le 14 avril 1997, un homme serti d'une bouée à l'intérieur de laquelle sera retrouvé un sac de plastique contenant un billet de 500 francs est repéré à 6 milles de l'île d'Ouessant par l'équipage d'un bateau hollandais. Recupéré par l'équipage puis héritier à Brest, l'homme venu de nulle-part, dépourvu de signe d'identification est interrogé par les services d'immigration. Passager clandestin sur un cargo algérien, il s'était précipité en mer, à la vue de l'île bretonne.

Les commandants de navire qui découvrent après le départ un ou des passagers clandestins se voient imposer à leur arrivée l'obligation de garder à bord les inconnus dépourvus de titre de séjour sur le sol français dans des conditions de sécurité optimale (à savoir un endroit sans hublot et fermé de l'extérieur). Les équipages sont contraints de jouer à bord le rôle du géolier ou du passeur. La notification d'interdiction du débarquement est effectuée par les services départementaux concernés de la DICCILEC, faisant référence à la loi dite Pasqua du 6 juillet 1992. Ça, c'est la justice, du côté administratif. Mais la justice, côté Tribunal de Grande Instance, considère que la notification de refus d'admission sur le territoire français entraîne à bord des bateaux une séquestration arbitraire assimilée à une voie de fait portant atteinte aux libertés fondamentales. C'est pour résoudre ce conflit d'interprétation et désigner les tribunaux et juges compétents que le Tribunal des Conflits s'est réuni le 12 mai, après une séance infructueuse en janvier.

Cette juridiction, composée à parts égales de Conseillers à la Cour de Cassation et de Conseillers au Conseil d'État n'avait alors pas su rendre un arbitrage. Les avis étaient exactement partagés.

Le ministre de la Justice, conformément à une loi datant de 1849, a donc présidé une séance de « départage » qui a tanché en faveur de la compétence des juges administratifs et des orientations du Ministère de l'Intérieur. Qu'une décision aussi symbolique soit prise 2 semaines avant les élections législatives sous l'impulsion d'un Ministre candidat à ces élections, est assez mal venu. Mais le drame, c'est que les passagers clandestins, avec cette extraordinaire confiance qu'ils ont parfois en eux et toujours en nous se jettent de plus en plus par dessus bord, à vue des côtes où des rives et que des noyés anonymes viennent s'échouer dans la zone d'influence des grands ports maritimes. La spécificité du passager clandestin maritime doit être reconnue et la France, nonobstant ses lois cadres sur l'immigration, doit participer de manière constructive et imaginative aux débats ouverts à cet sujet par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et ratifier la Convention Internationale sur les Passagers Clandestins.

A lire dans la Flèche n°28 l'article « coke en stock » sur l'affaire du MC Ruby et de la disparition de 8 passagers clandestins.

LA FLECHE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JACKY BONNEMAINS
REDACTION, DOCUMENTATION, INVESTIGATIONS :
CHARLOTTE NITHART, JEAN-PIERRE EDIN, JEAN-PIERRE GEISMAR,
KO-LIN KOBAYASHI, LAURENT DELGAL, FLORIAN,
JACKY BONNEMAINS, DAVID BRUNO.
MAQUETTE : ODILE MALASSIS.
MANCHETTE : MARIA ARNOLD ET ANNE GALLET
ILLUSTRATIONS :
THOMAS ECKERSLEY, ANIMALS ON PARADE,
THE CONRAD PRESS, PHIX.

IMPRIME PAR L'IMPRIMERIE OUDEVILLE
34 RUE LE BRUN 75013 PARIS
TIRAGE 3000 EXEMPLAIRES
IMPRIME SUR PAPIER RECYLE

La Flèche est 97
La curiemania

C'est à Noël 1898 que fut présentée à l'Académie des Sciences une note de Pierre et Marie Curie sur la découverte d'une nouvelle substance radioactive: le radium. Ouvrant la voie du mercantilisme nucléaire à d'autres prix Nobel de physique, les Curie et leur entourage ne négligèrent pas d'exploiter leur découverte à des fins commerciales, au risque de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement, directement ou indirectement, tout de suite ou maintenant.


En 1920 Henri de Rothschild, créateur de la Fondation Curie, et grand chasseur de rhinocéros du Nil, investit dans la Société Anonyme de Traitements Chimiques. Une usine modèle s'élève en bord de Seine sur un demi-hectare environ, plus l'aire de réception des minerais uraniifères. Certains bâtiments sont encore sur place (voir encadré). Pour concentrer un gramme de broomure de radium pur, il faut 400 t de bétafite de Madagascar, 800 t d'eau, 100 t d'acide. Le cours du gramme de radium en 1922 correspond à la valeur de 6 000 tonnes d'acier. Le radium est une mine d'or. Ses vertus thérapeutiques supposées et vérifiées par des docteurs-expérimentateurs, inventeurs-distributeurs d'aiguilles, d'amphoules, d'émulents contenant 1 à 2 milligrammes de radium lui ouvrent le marché. Dans «Le radium et les radio-éléments» écrit par Maurice Curie, et préfacé par sa tante Marie Curie, le radium est présenté comme guérisseur de rhumatismes, d'ulcères, de lupus, de taches de vins et autres anomalies cutanées, de certains types de cancer non généralisés, des dermatoses, des infections gynécologiques, des hypertrophies des glandes endocriniennes, de l'hypertension artérielle, de la neurasthénie et des anémies». «Il ne serait pas exclu, si l'on s'en réfère à quelques rares observations de soigner par voie interne le spectre des maladies virales». Maurice Curie mentionne que sa cousine Irène a mis au point un électroscope pour la mesure de la radioactivité des engrais radioactifs dont l'efficacité ne fait pas de doute dans la culture du chou, du ray-grass, du blé, du lupin et de la vigne. «Les plantes radioactives se distinguent de celles n'ayant reçu que l'engrais par une végétation plus luxuriante. Elles portent des bois supérieurs en longueur et en grosseur, le feuillage est très beau, elles paraissent être moins sujettes aux maladies. Les rendements en grappes des vignes sont signalés comme bien supérieurs». Mais l'auteur, écartelé comme souvent en son ouvrage entre l'exaltation et la prudence, reconnaît que «les pesées n'ont malheureusement presque jamais été faites, par suite de l'excès de travail au moment des vendanges». L'auteur énumère les applications du sulfure de zinc luminescent radioactif dans les techniques militaires : bandes lumineuses sur les guidons et hausses de mitrailleuses, bousoles, altimètres, identifications des gazomètres, appareils de visée des canons.

La curiethérapie est lancée, comme mode de thérapie et comme mode de production. Les appels à la prudence sont rares, d'autant que les découvreurs du radium ne sont ni médecins, ni biologistes, ni agronomes.

Sans passer par l'expérimentation animale, il est tout de suite procédé à l'expérimentation humaine. En 1925, aux États-Unis, William Bailey fabrique et commercialise le Radithor, une potion radioactive, une eau certifiée radioactive à base de radium et de thorium», un elixir «soignant les troubles digestifs, l'impuissance, la dépression, les bobos de l'âme et du corps».

En 1931, les premières intoxications mortelles sont révélées. La mort d'un célèbre champion de golf et surtout son autopsie et les plaques photographiques de sa dentition rayonnante amènent les autorités sanitaires des États-Unis à interdire la commercialisation de breuvages, onguents, potions et crèmes au radium. Eben Byers avait en 4 ans consommé plus de 1 000 bouteilles de Radithor et avait convaincu son entourage de la formidable efficacité de ce bain
de jouvene. Il en donnait même à ses chevaux. Le
maire de New-York, gros
consommateur de Radithor,
continuait à s’en abreuver,
malgré l’interdiction de com-
mercialisation.
En janvier 1932, sont déposés au tribunal de commerce de
Paris les statuts de la société S.E.C.O.R. par abréviation de
«Société d’Exploitation, Commission, Représentation».
L’objet déclaré est d’effectuer toutes opérations commer-
ciales, industrielles «tant du point de vue intérieur que en ce
qui concerne l’importation». L’activité principale exercée est
la parfumerie et les produits pharmaceutiques. Un des deux
actionnaires est de nationalité américaine, il demeure à New
York. L’établissement principal est à Vichy, le siège social à
Paris. La marque de produits de beauté s’appelle Thor-Radia,
presque l’anagramme de Radithor. Thor-Radia est certifiée
à base de radium et de thorium. Selon le magazine «Pour la
science» de septembre 1993, le fondateur de Radithor avait
dans un premier temps créé la marque Thorone, à base de
thorium et d’hormones.
Le matériel publicitaire de Tho-Radia fait état des «labora-
toires de recherches scientifiques atomistiques», sis à Bois-
Colombes, dans un pavillon entouré d’un jardin, construit
dans les années 20, et aujourd’hui occupé par une famille. Le
cynisme commercial de Tho-Radia est comparable à celui de
Radithor. Le produit phare est un parfum au radium baptisé
«Coup de grâce». Les formules sont mises au point par le
docteur «Alfred Curie». Selon certaines informations
recueillies auprès des descendants ou des alliés des créateurs
de Tho-Radia, l’incorporation de substances radioactives aux
différents produits de la marque a cessé vers 1950 sur ins-
truction du Commissariat à l’Energie Atomique. L’affaire
Radithor-Tho-Radia a-t-elle donné lieu à un trafic de sub-
stances radioactives ? Tho-Radia en tous cas, a été autorisée
en France, en 1932, à vendre du dentifrice au radium, alors
que se révèlent des cas de cancers de la bouche chez les
ouvrières qui peignent des cadrans lumineux avec une pein-
ture au radium et qui effilent leurs pinceaux avec leurs lèvres.

Ile St Denis, Quai du Châtelier usine d’extraction du radium.
L’usine ferme en 1928. Les locaux sont repris par la Société
Anonyme des Parfums Isabey. Puis vers 1935 s’installe toujours
dans les mêmes locaux et dans la même enceinte un fondoir de
suit à partir de produits organiques d’origine animale - déchets
d’abattoirs, d’États de boucherie, d’élevages industriels - Les
lieux sont aujourd’hui consacrés au négoce de déchets de bouch-
erie. Le propriétaire actuel se souvient «d’une plage en bord
de Seine, au pied de l’usine». Les bâtiments principaux exis-
tent toujours. Des travaux de «mises aux normes euro-
péennes» des évacuations d’eau sont en cours, avec creuse-
ment de tranchées. Le propriétaire actuel dit n’avoir jamais su
que son terrain et une partie des bâtiments actuels abritaient
une usine d’extraction de radium. Il n’est au courant d’aucun
contrôle de radioactivité. De l’aire de réception des terres ura-
ñifères à la mise en coffre-fort des capsules de quelques mg de
radium, les différentes phases du processus rustique au regard de
la dangereuse du produit final obtenu, ont, à l’évidence,
dispensé des déchets dans des quantités encore indéterminées.

"Le merveilleux pouvoir emblématique des produits Tho-Radia
est dû aux principes actifs du thorium et du radium."
La Lézarde et la tortue

La Lézarde est une rivière de la région havraise. Après avoir pris sa source sur le plateau du pays de Caux et traversé les villes de Montvilliers et d’Harfleur, elle se jette dans le canal de Tancarville puis dans l’estuaire de la Seine. En 1995, 48 000 tonnes de vases draguées dans le lit de la rivière ont été immergées à quelques milles du Havre et 5 000 tonnes ont été déposées et régaliées au long de 14 km de berges. Les analyses effectuées à la diligence d’un riverain relèvent une toxicité anormalement élevée. Mais à ce jour, seules 370 tonnes de vases ont été décapées et déposées en décharge de classe II par le Syndicat des Rivières d’Harfleur. Environ 4 600 tonnes polluent toujours les berges de la Lézarde car de nouvelles analyses réalisées par le Port Autonome du Havre et interprétées par la DRIRE (Direction Régionale de la Recherche, de l’Industrie et de l’Environnement) révèlent, en exclusivité, que les vases ne sont plus toxiques.

La Lézarde est polluée par les polluants agricoles, les vidanges de pipe-lines désaffectés, les hydrocarbures des eaux pluviales des parkings des zones commerciales, des déchets déposés par les particuliers, et par les écoulents de l’ex-usine à gaz de Montvilliers recensée dans l’inventaire des sites pollués de 1994 avec la mention «pollutions par les HPA des sols et des nappes sous-jacentes». Lorsqu’en octobre 1995, 5 000 tonnes de boues de curage sont déposées sur les berges, la Direction Départementale de l’Équipement (DDE), maître-d’œuvre, et le Syndicat des Rivières d’Harfleur, maître-d’ouvrage, parlent en termes de voirie fluviale. Mais un riverain du tas de boues putrides décide de faire executor des analyses pour pallier au laxisme des autorités administratives. La réponse de l’expert auprès des tribunaux saisi du dossier lève le voile : «les résultats indiquent clairement des teneurs anormales en hydrocarbures polyaromatiques (HPA), qui sont de puissants cancérigènes. Cette présence élevée justifie à elle seule, l’élimination des boues stockées à même le sol, créant ainsi une décharge sauvage avec des matériaux non-inertes». Interpellé, M. le sous-préfet du Havre ne répond pas mais informe le préfet de région : «Les services de la Direction de l’Environnement m’ont informé de la réalité de ce problème [de pollution des boues], de leur souhait d’installer rapidement une station permanente de contrôle afin de procéder aux analyses de ces boues (avec une présomption forte de présence d’hydrocarbures entre autres). Cependant, compte tenu de la personnalité du riverain qui trouverait un motif de harcèlement de mes services et des vôtres, il ne m’apparait pas utile de lui répondre sur ce point». La DDE ne répond pas non plus mais note dans le compte rendu d’une réunion interne qu’«il a été signale la plus grande discrétion à observer dans la diffusion des résultats d’analyses». Le maire d’Harfleur, également président du Syndicat des Rivières d’Harfleur est le seul à répondre; il dénonce «une campagne proche de l’intoxication».

Un an et demi après le dépôt, la pollution est reconnue de nocivité publique et le préfet communique les résultats officiels d’analyses : «Métaux : les valeurs trouvées en fer et manganèse, de plus du double du milieu naturel, indiquent un apport probable de limon d’origine agricole produisant ces métaux par l’action des aéres humiques. La valeur du plomb, le triple de la valeur de référence du milieu naturel et des métaux associés nickel, zinc et cuivre, montre une contamination nette par la circulation automoblie, le lessivage des voiries...». La valeur totale trouvée est de 0,671 mg/kg alors que la valeur limite prévue dans les futurs textes sur l’épandage des boues issues du traitement des eaux usées est de 0,2 mg/kg...». La préfecture de la Seine-Maritime demande dès lors au Syndicat des Rivières d’Harfleur de «procéder à l’enlèvement des boues de curage». Les pressions conjuguées du riverain et de Robin des Bois, les articles dans la presse locale aillait donc faire bouger la tortue. Mais seules les vases déposées devant la parcelle de l’administré ont été décapées (370 tonnes) au début de cette année. Après avoir transité dans une décharge de classe III réservée aux déchets inertes où elles n’avaient rien à faire, elles ont été acheminées vers une décharge de classe II, la décharge du Hode. C’est alors que des nouvelles analyses ont été effectuées par le Port Autonome du Havre gestionnaire de la décharge. Résultats : les boues sont presque propres. Faisant table rase d’un an et demi d’investigation, la DRIRE s’est fait l’interprète des nouveaux résultats : la mise en décharge n’est pas nécessaire étant donné que les matériaux sont «insuffisamment nuisants et éventuellement valorisables par ailleurs (remblais etc...)». La «valorisation» des boues toxiques de la
L'équipe n'est pas un cauchemar mais une réalité. Le tri des « sables » utilisés en remblai et les « boues grasses » utilisées comme engrais a déjà été pratiqué lors d'un précédent curage. La DRIRE poursuit : « Cependant, à titre exceptionnel, compte tenu du faible volume total de végétaux [dans les boues] ainsi que de la disponibilité sur place de ces matériau et sans égard pour l'éventuel impact dans l'opinion publique d'une telle admission, je n'émettrai pas d'avis défavorable à l'utilisation comme matériaux de couverture intermédiaire ou de constitution du fond ou du toit de la décharge du Kode sous réserve du respect des prescriptions techniques applicables à ces divers dispositifs ».

Environ 4.600 tonnes de vases polluent toujours les berges de la Lézarde, en attente d'une troisième tournée « d'analyses complémentaires ». Dans un courrier d'avril 1997, M. le préfet informe Robin des Bois que « si ces analyses donnent un résultat favorable, des contacts seront pris, dès cet été avec la profession agricole, pour une valorisation par épandage. Dans le cas contraire, les boues seront reprises pour mise en décharge. Concernant les boues extraites ultérieurement, des mesures spécifiques seront alors prises afin de réduire les quantités de polluants et en permettre une valorisation. Dans tout les cas une décision sera prise avant fin décembre 1997 ».

Les poissons, les hydrocarbures, et le Crédit Lyonnais.

Rien n'est fait en amont pour que la qualité de la Lézarde s'améliore. A titre d'exemple, les prescriptions de l'arrêté préfectoral régiissant l'extension de la zone commerciale de la Lézarde qui borde la rivière ne sont pas contrôlées ; la Silball, filiale du Crédit Lyonnais, gestionnaire de la zone commerciale, ne répond pas aux lettres de Robin des Bois lui demandant comment sont appliquées les obligations de contrôle des rejets d'eaux pluviales et de résiduellement chargées des hydrocarbures des parkings, de participation aux travaux de curage et de mise en place d'un suivi biologique de la Lézarde. L'arrêté préfectoral n'est pourtant pas drastique : « En tout état de cause, les hydrocarbures ne doivent pas être présents à des concentrations telles qu'ils forment un film visible à la surface de l'eau ou qu'ils commencent à produire des perturbations perceptibles d'hydrocarbures ».

La zone commerciale de la Lézarde veut s'étendre sur un terrain adjacent : une ancienne décharge comme l'atteste à l'entrée ouverte du terrain le panneau dévaut : « décharge interdite ». Des entreprises de l'agglomération havraise y déversaient leurs déchets de démolition ; une sorte de friche bordée par la Lézarde et ses boues, et traversée, s'il l'on en croit les pièces de casse, par un petit pipeline désaffecté dont tout le monde sauf la Lézarde a perdu le souvenir. Le complexe multisalts de Gaumont (2.300 fûts) et le restaurant Buffalo Grill sont prêts sur le papier, y compris lits papiers de notaire. Le terrain a déjà fait l'objet d'une transaction commerciale. Mais le projet prend du retard car des pièzomètres permettant l'échantillonnage et l'analyse des nappes d'eau affleurantes ont été installés sur le site pour déterminer l'étendue des dégâts. De toute façon il va falloir dépolluer et veiller à ce que les matériaux éventuellement jugés « insuffisamment polluants » ne soient pas, compte-tenu du peu de place dans les centres de stockage agréés de la région, transportés et écrabouillés un peu plus loin dans un milieu récepteur recommandé par la toute nouvelle MIRSPAA, soit la Mission Interdépartementale pour le Recyclage des Sous-Produits de l’Assainissement en Agriculture.

Les boues de curage.

Le curage est une opération d'entretien des canaux, des rivières et des cours d'eau mais aussi souvent une opération d'assainissement et de dépollution des eaux superficielles. Le Conseil général du génie rural et des eaux et forets estimait déjà en 1987 que plus de 20 départements étaient concernés par la pollution des produits de curage par les métaux lourds.

Les opérations de curage sont régies par des textes de 1789 et 1790 portant sur la police des cours d'eau non-dominiaux, et par les usages locaux qui ne prennent pas en compte les exigences nouvelles dues aux charges chimiques des vases. Les préfectures utilisent comme normes d'épandage des vases, les normes des boies de station d'épuration inadaptées tant par les volumes mis en jeu que par les diversités des polluants. C'est la même manière que les vases de la Lézarde, du Cailla, du Dun, de la Clérette, de l'Aubette, du Crevon, de la Bresle et de la Risle, d'autres rivières du bassin industriel normand, sont gérées. « Aucun texte législatif ne fixe les éléments à prendre en compte » note un municipal de M. le préfet de la Seine-Maritime. C'est dans les canaux du Nord-Pas de Calais que les teneurs en hydrocarbures et en pyrénéiques sont les plus élevées. Longtemps occulte et encore mal connue, la gestion des boues de curage pose un problème aux collectivités qui en ont la charge.

Au-delà de nouvelles techniques de curage et de gestion des boues, l'avenir est dans la réduction et le contrôle des rejets domestiques, artisanaux et industriels.
L'Après-charbon

L'énergie nucléaire n'est pas la première à imposer aux générations futures des déchets ou des risques non maîtrisés. Le charbon a été l'énergie de la révolution industrielle, la matière première principale des cokeries et de la sidérurgie, le fondement de l'industrie du gaz d'éclairage et de cette carbochimie productrice de substances explosives à vocation militaire, de fongicides et d'insecticides, d'engrais, de solvants, de carburants et la source de nombreux ennuis à venir.

Dans le Nord-Pas de Calais, après 150 ans d'exploitation charbonnière cruelle pour les hommes -les statistiques relèvent parmi les mineurs une surmortalité de 40 % par rapport aux tendances moyennes-, il reste en surface 700 millions de tonnes de déchets miniers sur 260 terrils, 10 000 hectares de friches industrielles à requalifier, un sous-sol fracturé et une ressource en eau menacée. Le code minier n'avait jamais envisagé la fin du régime charbonnier et un provisionnement financier destiné à permettre après l'exploitation des actions de rémédiation, n'a pas été planifié sur le long terme. En sous-sol les mines de charbon ont laissé un vide de fouilles de deux milliards de m³. A plus de mille mètres de profondeur l'extraction du charbon induit dès les premiers travaux miniers des effondrements qui se propagent progressivement et inquiétants que l'eau. Si ces effondrements n'ont pas le caractère brutal des carrières de craie ou des marneières, les effets se mesurent à l'échelle d'un bassin minier sur des dizaines de km². L'écoulement des eaux de surface est irrémédiablement modifié. Dans le bassin voisin de la Haine-en-Belgique, les effondrements miniers et les inondations consécutives ont conduit depuis l'année trenté à l'endiguement de la rivière et des effets de surface et à la mise en place de 71 stations de déglace (action de remettre à sec) qui pompent toutes les eaux sur une surface de 670 km².

Les effondrements déterminent un autre type de risque plus insidieux: le drainage minier acide (DMA). Le «mort terrain», expression minière qui désigne les couches de terrains sans charbon mais qu'il faut néanmoins traverser pour atteindre le niveau houiller, voit sa perméabilité augmenter sous l'effet des fracturations induites par les effondrements. Les eaux de surface, les aquifères du «mort terrain» peuvent dès lors descendre en profondeur dans les anciens niveaux d'exploitation. En cours d'exploitation la capacité à gérer ces flux d'eau était déterminante pour la bonne marche et la sécurité de la mine. La machine à vapeur connut là sa première application industrielle et permit le développement des extractions profondes. La fermeture des mines et l'arrêt du pompage de ces eaux dites d'exhaure ont provoqué l'ennuyage des galeries. Au contact des roches encaissantes, des schistes et du charbon, par le jeu de l'oxygène dissous et d'une bactérie, la Thiobacillus ferroxidans, l'eau s'acidifie fortement, se charge de fer, de sulfates et solubilise les métaux lourds présents dans les roches : arsenic, cadmium, zinc, cuivre, plomb. Ces phénomènes chimiques à l'origine du DMA s'observent également en surface sur les terrils qui subissent un lessivage par les eaux de pluies et dont l'impact se mesure sur la qualité de la nappe phréatique. Les terrils «jeunes» peuvent ainsi lâcher des eaux dont la teneur en sulfate atteint 100mg/l et approche les seuils d'alerte européens. 96% de l'eau potable de la région Nord-Pas de Calais provient des aquifères de la craie, les eaux acides et très minéralisées des mines représentent une menace pour la ressource: ces nappes phréatiques ne sont pas géologiquement confinées vis-à-vis des niveaux miniers et de leur drainage acide.

L'incertitude porte sur le temps d'apparition des phénomènes de contaminations des aquifères par la mise en pression et la remontée du DMA. Il dépendra du temps de remplissage des cavités minières. En Belgique on constate déjà sur certains captages d'eau potable une augmentation de la teneur en sulfate et en fer. En ce qui concerne le bassin minier du Nord-Pas de Calais, les géologues évoquent un temps de latence d'une centaine d'années. Au Pays de Galles, où les premières exploitations minières remontent à la fin du 18ème siècle, on peut observer l'émergence de ces eaux rouges et acides sans d'ailleurs être capable de leur attribuer une origine précise, tant la mémoire des 200 000 mines du Royaume-Uni est embrouillée ou absente.


Compt-tenu des normes de plus en plus sévères du code minier et des demandes de plus en plus pressantes des municipalités, Charbonnages de France a provisionné en 1996 2,2 milliards de francs pour la réhabilitation partielle des sites dégradés. Une provision tardive qui alourdit le déficit traditionnel de la branche moribonde et va chercher dans des poches vides les résidus de la richesse minière.

En mars 1997, la Région Nord-Pas de Calais a organisé une conférence mondiale sur le développement durable des anciens pays charbonniers. Les actes seront publiés dans le courant de cette année par la Société Géologique du Nord.

Du charbon au goudron

Cherbourg joue avec le feu et avec la mer

Le port de commerce se transforme en pôle européen de transit de munitions et de matériels civils explosifs. Missiles, grenades au phosphore et dynamite, sujets à explosion spontanée, transitent par le centre-ville, par cette petite voie ferrée qui coupe la ville en deux, serpentant entre les H.L.M., les supermarchés, le front de mer et les gares maritimes. Le port militaire apporte sa contribution au potentiel explosif local. Il est chargé par la Direction Générale de l'Armement de détruire des munitions perimes. Les services spécialisés se livrent en mer à la neutralisation et à l'élimination des déchets du déemploi d'anciens dépôts sous-marins dédiés aux détails de guerre.

Le règlement local du port de commerce sur le transport et la manutention des matières dangereuses impose dans le cas de transbordements d'artifices, de munitions, de substances explosives, la présence à quai des services anti-incendie, et la présence en mer d'un remorqueur équipé de lance monitor, à couple du cargo. «Durant les opérations de chargement ou de déchargement, le bateau pompe de type Geyser sera maintenu en alerte». L'application du règlement et la coordination des moyens de surveillance et de secours sont placés sous la responsabilité du Préfet Maritime établi à Cherbourg. Pour ce qui concerne les autorités du port de guerre, le même Préfet Maritime n'est assuré que sur un règlement particulier s'imposant en toutes circonstances.

A l’exception de quelques causes annexes, la Marine Nationale s'affranchit des conventions de l'Organisation Maritime Internationale portant sur la sécurité des marins et des équipages (Solas) et de la prévention des pollutions (Marpol). La Convention d'Oslo sur les immersions de déchets ne la concerne pas plus. Le code IMDG (International Maritime Dangerous Goods) réglementant le transport des matières dangereuses n'est pas non plus la bible de la Navale.

La Marine Nationale a ses usages et ses contraintes économiques qui obligent à réduire le nombre de pyrotechniciens, de déménagers, de neutralisateurs de munitions. Le plan Vigipirate a éloigné du littoral ou des champs historiques de munitions ou d'obus plusieurs dizaines de spécialistes et le port militaire de Cherbourg a perdu beaucoup de ses moyens logistiques depuis le transfert de la flotte de Floris vers Brest. C'est pourquoi par un matin splendide de mai, un bateau bien entretenu de la Marine Nationale et mis en service en 1969 est parti avec 22 hommes à son bord et 1500 grenades sous-marines représentant 700 kg d'explosifs qualifiés d'instables, des grenades à dégoupiller une à une et censées exploser en s'enflaquant dans la fosse marine du Cap Lévi. La Fidèle est partie seule, sans assistance d'un bateau pompier, sans délimitation d'un périmètre maritime de sécurité, avec 16 marins à bord et 6 artistes.

Tout et tous sur le même bateau de 43,50 m de long, Aujourd'hui, La Fidèle repose par 70 mètres de fond, à côté de l'épave du sous-marin Prométhée qui en période d'essai, le 7 juillet 1932 à midi, coulait avec 62 hommes d'équipage. La comparaison du Commandant survivant du Prométhée devant le Conseil de Guerre, faisait écrire au Journal Ouest-Éclair «Aucune prescription ou mesure d'ensemble concernant les bâtiments dotés de cette innovation [en nouveau système de purge] n'a été diffusée et le véritable procès à faire, c'est celui de l'administration ».

Fermanville, Cap Lévi, Mercredi 30 avril 1997.

10 h 25, c'est une journée qui s'annonce, la température est douce et le soleil est généreux. La mer est belle, silencieuse, lisse comme un miroir, seuls se dessinent les chemins du courant de flot, serpentant en surface. Ce calme n'est pas trouble que par de sourdes et lointaines explosions répétées venant du large; les Fermanvillais n'y prennent guère attention, cela fait bien longtemps que la Marine pétarde ses munitions et explosifs périms dans la fosse de Lévi à environ 10 milles dans le nord du Cap Lévi. Alors que chacun vaque à ses occupations, une formidable explosion retentit suivie d'une autre plus sourde (des témoins sur la plage diront avoir vu une gigantesque gerbe d'eau et de fumée noire monter à l'horizon), quelques instants plus tard mon bip d'alerte SNMS sonne, il est 10 h 30. L'équipage se rejette au canot, nous sommes quatre, le contact radio avec le sémaphore du Cap Lévi nous fournit de stupéfier : La Fidèle, gabare de port de 600 tonnes de l'arsenal de Cherbourg vient d'exploser et de couler avec 22 hommes à bord, à environ 8 nautiques dans le nord-est du Cap Lévi. 17 marins viennent d'être récupérés par un casseur en pêche non loin de là, il y a des blessés graves.

Nous appareillons à toute vitesse du Port Lévi et faisons route au nord-nord-est; une petite houle résiduelle d'ouest fait ricocher notre gros Zodiac, nous flôons 30 nœuds. Au loin sur notre bâbord, une quinzaine de navires militaires sortent de la rade de Cherbourg: remorqueurs, pilotes, patrouilleurs, bâtiments de soutien, bateau-pompe et l'Abeille-Languedoc, puissant remorqueur de haute mer. Nous sommes confrontés à un événement de mer majeur, l'ampleur des moyens engagés nous le prouve. L'hélicoptère de l'aéronavale basé sur l'aéroport de Maupertus près de Cherbourg, spécialement équipé pour le sauvetage en mer et avec qui nous avons effectué de nombreuses interventions passe à notre verticale et nous confirme notre cap : dans 10 minutes nous serons sur zone. Lorsque nous arrivons, le spectacle est hallucinant, inimaginable : La Fidèle a sombré en quelques minutes ne laissant en surface qu'une gigantesque nappe de mazout jonchée de débris, 2 radeaux de survie très endommagés flottent au milieu de ce paysage de désolation. Le casseur a pu embarquer les 17 survivants dont le commandant, les hommes sont blessés, choqués, hagarde; nous l'accostons en même temps qu'une vedette militaire; médecins, infirmiers et matériel médical sont transbordés à bord du petit bateau de pêche, le commandant de La Fidèle, malgré ses blessures, précise qu'il manque 5 personnes : un militaire et quatre pyrotechniciens civils. Nous regagnons notre canot pour entamer les recherches au plus vite.

-suite page 22-
Les Aînous, aborigènes du Japon

Les analogies et les liens entre les programmes nucléaires japonais et français sont autant d’occasion pour les écologistes des deux pays de se rencontrer et de se connaître. Ko-Lin Kobayashi, inlassable traducteur - interprète et connaisseur des minorités nippones nous parle des Aînous face à l’hégémonie japonaise. Les Aînous, au nord de leur île refuge sont confrontés à un projet de stockage de déchets nucléaires.

Hokkaido, île située au nord du Japon, est connue pour la richesse de sa nature: des prairies, des montagnes volcaniques et des lacs mystérieux... Renommé pour ses produits agricoles et laitiers, ce pays reste peu urbanisé et attire beaucoup de jeunes qui aiment le parcourir et en apprécier la beauté. Ce pays est aussi connu historiquement par la présence des Aïnous, peuple autochtone. Ils vivaient là, il y a très longtemps (8000 - 300 av. J.C.) sur l’ensemble de l'archipel japonais (de nombreux noms de lieux sont d'origine aïnoïde), à Sakhaline, dans les Kouriles, dans la péninsule du Kamchatka et à l'embouchure du fleuve chinois Heilong. Ils possédaient une culture originale. Leur vie était organisée autour de la pêche au saumon, activité la plus importante concernant l'alimentation, de la chasse à l'ours et au cerf, ainsi que la cueillette de légumes sauvages. Ils culturaient également le millet et le sarrasin. Louant comme divinité les objets (bateau, maison, etc...), des phénomènes naturels, des plantes ou des animaux qui apportent des faveurs ou des menaces bien supérieures à la force humaine, ils entrenaient des dialogues avec les dieux par l'entremise du dieu du feu, ou organisaient des cérémonies d'accompagnement des âmes des dieux-animaux qu'ils considéraient comme bénéfiques. Un de ces rituels les plus importants est la cérémonie d'accompagnement autour du sacrifice d'un ours (lomanté). Vers 300 avant J.C., des asiatiques du continent sont venus s'installer dans le sud-ouest de l'archipel et ont progressé petit à petit vers le nord en chassant les Aïnous de leur territoire. Aujourd'hui, Hokkaido reste le seul endroit peuplé par les Aïnous. Jusqu’au début du XVIe siècle, les rapports entre les Aïnous et les Japonais étaient basés sur des échanges commerciaux à peu près équitables. Les Japonais achetaient des fourrures ou des plumes de faucons capturés à Hokkaido, du jade et des brocarts que les Aïnous avaient ramenés de Chine. À partir du XVIe siècle, période féodale et guerrière, soutenus par les seigneurs guerriers, les Japonais s'aproprièrent les zones de pêche des Aïnous et apportèrent tous les maux coloniaux : maladies contagieuses, appropriation des terrains, esclavage, viols et massacres... Les Aïnous se révoltèrent. Deux soulèvements importants, ceux de Shakushain et de Kunashiri-Menashi, ont eu lieu en 1669 et 1789 mais, à chaque fois, les Japonais réussirent à asseoir encore davantage leur domination. Vers la fin du XIXe siècle, les Japonais ont créé une loi pour l'intégration des Aïnous, perçue comme une loi discriminatoire. Opprimés, exclus de la société japonaise, les Aïnous continuèrent de lutter pour faire valoir leurs droits fondamentaux, pour être reconnus comme peuple autochtone, pour récupérer leurs terrains perdus et pour préserver leur langue et leur culture. Leur lutte commence à porter quelques fruits significatifs. Lors d’un procès qui a eu lieu en mars à Sapporo et qui opposait deux Aïnous au gouvernement, le tribunal a donné raison aux plaignants qui contestaient la confiscation de leurs terres pour la construction du barrage de Nibutani.

C'est la première fois que la justice japonaise reconnaît aux Aïnous le caractère de peuple indigène du Japon. Le secrétaire Shigeru Kayano, le premier et le seul Aïnou représentant à la Diète était un des plaignants. Pendant longtemps, l'autorité nipponne prétendait que le Japon était un pays monolithique et niait le problème Aïnou en faisant comme si leur intégration à la société japonaise était parfaite. La justice a reconnu que « l’expropriation était illégale », parce que les terrains concernés par le barrage et sa retenue se situaient au cœur d’un site sacré. Cette sentence va dans le bon sens. Pourtant, l’autorité judiciaire n’est pas allée jusqu’au bout en concluant que, «... cependant la destruction du barrage ne serait pas conforme aux intérêts généraux des populations ». À l’évidence les Aïnous ne sont pas encore des citoyens comme les autres. Un autre pas encourageant est l’adoption au Parlement au début du mois de mai d’une nouvelle loi pour préserver la culture Aïnou. Dans ce texte, l’état japonais ne reconnaît pas encore clairement aux Aïnous la qualité de peuple autochtone, mais s’engage à préserver réellement leur culture et à mettre fin à toutes discriminations. Pour autant les terrains et les droits de pêche seront-ils restitués à leurs authentiques propriétaires ? L’opposition au nucléaire est très forte sur l’île depuis que le projet de construction d’un centre de stockage des déchets hautement radioactifs à Horonobe, une petite commune de 3 300 habitants, a été rendu public il y a 14 ans. Concernant le programme nucléaire, Hokkaido se distingue par un démarrage tardif par rapport au reste du pays. Le premier réacteur, Tomari n°1 (579 Mw), est devenu opérationnel en 1989, suivi de Tomari n°2 (579 Mw) en 1991. En juillet 1993, un violent tremblement de terre, de 7,8 sur l'échelle de Richter, s'est produit près de la côte de la partie méridionale, à environ une centaine de kilomètres de Tomari. Toute la région fut secouée par le tremblement de terre, et des tsunamis ont détruit la zone côtière, tout particulièrement la petite île d'Okushiri, située à 60 kilomètres de l'épicentre. Tomari résista à cette calamité. La population continue à craindre qu'un tremblement de terre majeur auquel une centrale serait incapable de résister se produise dans un futur proche, voire même demain. Malgré la forte opposition de la population japonaise et de la communauté Aïnou, la compagnie d’électricité de Hokkaido envisageait de construire une troisième tranche, Tomari 3, qui devrait démarrer en 2008 et qui, selon la compagnie, devrait utiliser un combustible controversé, le Mox, mélange d’uranium enrichi et de plutonium. Au mois d’avril, une délégation japonaise, composée de membres des différents groupes d’anti nucleaires d’Hokkaido, est venue visiter la Hague pour s’informer sur les pratiques de l’industrie nucléaire en Europe, après avoir visité l’Angleterre, l’Allemagne et la Suède. Les médias français parlaient alors de la fin du tout-nucléaire.
En vacances à la Bourboule

Au début du siècle, un autre créneau de la curiethérapie se développe dans le thermalisme et la consommation d'eaux minérales naturellement ou artificiellement radioactives. On peut en effet préparer artificiellement des eaux radioactives pour éviter aux malades un long voyage et un séjour couteux dans une station thermale. «Il y a là une série d'applications susceptibles de devenir une source de bénéfices pour les pharmaciens» note le «Manuel pratique du Radium à l'usage des agriculteurs, des clients, des ingénieurs, des médecins et des prospecteurs» (1926). On trouve dans le dictionnaire pharmaceutique Vidal jusqu’en 1949 mention du bain Bagnor radioactif, suractif au bromure de radium, qui prolonge la cure de Bagnoles-de-l’Orne, ou y prépare. Les indications thérapeutiques vont des troubles circulatoires aux rhumatismes chroniques ainsi qu’à «toutes les affections douloureuses». Le laboratoire est situé à Paris.

Mais l'idéal est d’aller en cure dans certaines stations spécifiquement radifères des Pyrénées ou d’Auvergne. Une brochure présente ainsi les bienfaits des eaux thermales d'Aulus : «quand le bassin est demeuré longtemps fermé, on respire en ouvrant une odeur particulière. Il arrive souvent après une ingestion qu’on ressent une pêche de trouble à la tête et un enivrement passager. Après un bain, la peau demeure souple et onctueuse, quelquefois, suivent une multitude de petits boutons. Selon les spécialistes et les analyses effectuées par l’institut Curie, c’est l’esprit du radium qui excite et met en jeu tout les organes». Il va sans dire que le radium thermal est souverain contre les insuffisances sexuelles. Les autres indications reconnues sont les ulcères de la peau, la goutte, les rhumatismes, les sciatiques, les affections du système nerveux, et tant d’autres maux rebelles aux thérapies habituelles. En 1958, le très officiel «Journal de Radiologie» publie l'étude sur «la teneur en produits radioactifs des eaux et des gaz des sources thermales de la Bourboule, du Mont-Dore et de Royat». «Les eaux de sources examinées au cours de cette étude contiennent une certaine quantité de sels radio-actifs dissous, principalement du radium. Le teneur en est généralement faible. Elles peuvent également contenir des gaz radio-actifs dissous, essen-

tiellement du radon et du thoron. Ces gaz proviennent des sels radioactifs contenus dans les roches des couches profondes en contact avec les eaux. Leur concentration est très variable et peut atteindre des valeurs élevées». Grâce à des méthodes de mesures et un appareillage conçu par le Commissariat à l'Énergie Atomique, les trois chercheurs aboutissent à des conclusions inquiétantes pour les curistes. En curiethérapie à la Bourboule «la dose la plus élevée correspond à l’irradiation des assises cellulaires superficielles de la trachée chez les curistes inhalant les gaz thermiques de la source Chouissy-Mabré». «Il s’agirait d’une dose voisine de 240 rem pour une cure de 21 jours». «Sur le plan statistique, une telle dose est très supérieure à la dose maximale annuelle pour les travailleurs professionnellement exposés aux rayonnements ionisants». Constatant que les cures durant au moins 3 semaines consécutives et que le personnel travaillant dans les salles de vapeur qui délivrent l’émotion du radium, c’est à dire le radon, est exposé 7 fois 5 heures par semaine pendant 4 mois, les auteurs, en termes diplomatiques, comme toujours, tiennent la sonnette d’alarme : les risques biologiques et génétiques ne sont pas négligeables et les doses reçues par certains curistes ou accumulées par les employés sont susceptibles d’entrainer des effets dommageables sur le plan morphologique, fonctionnel et génétique.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
DU
RADIUM
A. JABOIN
DOCTEUR EN PHARMACIE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
177, rue de Monceau, et 16, rue de Penthièvre. — PARIS-VIII
Téléphone 517-10

Préparation des Médicaments Radioactifs

Quinoline Radiifère :
(Bromhydrate) Cachets de 0 gr. 25. (souvent l’activité)
La boîte 5 fr.
— Cachets de 0 gr. 10. (souvent l’activité)
La boîte 3 fr.
— Cachets de 0 gr. 5. (souvent l’activité)
La boîte 3 fr.

Mercure Radiifère :
Biodure de Mercure (suivant l’activité)
La boîte 5 fr. et 15 fr.
(puis une demi-boîte)
La demi-boîte 3 fr. et 8 fr.

Vaseline
Lanoline
Glycérine
POMM. RADIFÈRES

Les locaux du laboratoire pharmaceutique du radium Jaboin, à Paris, sont occupés aujourd'hui par une pharmacie.

Dunkerque fait des siennes. Après l’attisage de NORMERA, le gazoduc sous-marin entre 2 usines Seveso et le refus de communiquer l’étude de danger effectuée à la demande de Statial, le Port Autonome et la ville s’apprêtent à extraire 20 000 tonnes de vase du bassin confiné de la Marine, puis à combler partiellement le même bassin avec 138 000 tonnes de remblais. Pour créer un parking et un complexe cinématographique multisalles. Un projet avalisé par la Ministère de la Culture. Vu l’insuffisance des centres de stockage de déchets dans la région Nord-Pas de Calais, la qualité de ces remblais risque d’être mauvaise. Une belle opportunité pour caser au titre de produits de remblaiement les laitiers de hauts fourneaux et les produits de sablage des chantiers navals. À suivre de très près ou plutôt à précéder.

Port Autonome de Dunkerque, Services Études et travaux infrastructures 32 quai des Américains, 59140 Dunkerque

Pour l’hiver 1998/99. Encore une sale affaire au Havre : le drageage de 96 000 à 180 000 tonnes de boues extraites du port de plaisance et rejetées à moins de 2 900 mètres du rivage. Sans doute un rejet par tuyau, en hiver, pour éviter que la flore bactériologique nuise aux usages d’agrément de la plage et des vagues. Seuls, les surfeurs navigueront en eau trouble. Vu l’intensité des relations sur le thème boues de curage/boues de drageage entre Robin des Bois et les autorités régionales, une enquête publique préalable devrait avoir lieu. Cet hiver, Robin des Bois, alerté par des riverains stupéfaits et inquiets, s’est opposé au rejet par dessus la digue par tuyau des boues drageées dans ce même port. Aucune précaution n’avait été prises pour prévenir les surfeurs et les promeneurs, ce que la presse surnommait l’alerte à Malboues.

M. le Directeur du « Havre-Plaisance », Boulevard Clemenceau, 76600 Le Havre

Installé dans les sous-sols d’un ancien fort militaire aujourd’hui détenu par des intérêts privés, un centre d’élevage de primates destinés à l’expérimentation animale est en projet sur la commune d’Holtzheim, à coté de Strasbourg. Ça fait moins de bruit qu’un aéroport mais ça peut quand même empêcher de dormir. La capacité prévue est de 3 000 singes, des macaques et sans doute des babouins. L’opacité est la maîtresse d’oeuvre du projet.

Mairie d’ Holtzheim 67810 Holtzheim

Les mauvais

Un autre mauvais coup se prepare sur la Marne. En région parisienne ses berges encore sauvages, ses multiples lacs et îlots sont la proie depuis quelques années d’aménagements privilégiant béton, sols lisses, disparition des riches écosystèmes et massification des badauds.

En juillet 95 Robin des Bois s’était déjà opposé avec Mémoire vivante-Marne Verte à l’utilisation par l’entreprise Quillery de gravats imprégnés d’hydrocarbures en tant que remblais dans le lit de la Marne pour la construction d’une promenade, à Saint-Maur-des-Fossés. Aujourd’hui c’est sur l’Île Menier, commune de Noisiel, que l’Établissement Public de la Marne et l’Établissement Public d’Aménagement de la Ville Nouvelle de Marne-la-Vallée ont décidé l’installation d’une pompe promenade en azobé (Lophira alata).

Le choix de ce bois d’Afrique de l’Ouest plutôt que celui d’une essence régionale est justifié selon l’Atelier Jacques Coulon, maître-d’œuvre, par le fait que « la zone est souvent immergée en hiver ». « Il fallait un bois réputé imputrescible ». Autrement dit cette « mise en oeuvre d’un cheminement stabilisé » avec terrassement, sol béton, solives, planches, emmarchements et garde-corps en azobé va bouleverser une berge faite d’anarchisticités, de recoins et refuges créés au fil des concrètes. Une rectification teintée de bois tropical. Dans cette affaire, en Afrique et en France, l’utilisation de bois exotique s’accompagne de dégradations de l’environnement.

Les travaux doivent commencer fin mai. Demandes d’explications, protestations, propositions alternatives à adresser à :

M. le Directeur Général de l’Établissement Public d’Aménagement de la Ville Nouvelle de Marne-la-Vallée, 5, boulevard Pierre-Carle, Noisiel 77426 Marne-la-Vallée Cedex 2

A Dieppe l’aménagement du quai Henri-IV persiste dans l’erreur. Après une première tranche en 1996 de 500 m2 de plateaux en épé, un appel public à la concurrence passé en mars 97 demande la fourniture de 600 m2 supplémentaires. L’insistance à poser en bord de quai ce bois particulièrement glissant pourrait n’être qu’anacdotique mais elle participe aussi aux menaces sur les forêts sud-américaines. L’architecte du projet, interrogé sur les raisons de son choix commence par déclarer : « je suis un peu emêlé pour vous répondre... »

Et puis finalement lâche : « ce sont des critères esthétiques, c’est à la mode. » Il prétend ne pas avoir connaissance des problèmes liés à l’exploitation de l’épé. Il reconnaît que la première tranche installée s’avère glissante, « oui pas mal de gens se sont plantés, nous allons équiper la 2ème tranche avec des structurettes ». Heureusement l’appel public a été infructueux, il est toujours possible pour la Ville de Dieppe d’opter pour l’utilisation d’une essence de proximité. La relance de l’appel n’est pas encore décidée.

Pour peser en faveur de l’abandon de l’épé : M. le Maire de Dieppe, parc Jehan Ango, 76200 DIEPPE

La Flèche été 97
Le Port Autonome de Paris a décidé l'aménagement d'un petit port public à Nanterre-Ivry-Quentin. Dispensé d'étude d'impact, le faible volume des travaux - une escale en Seine de 80m2, 1.200 tonnes de matériaux de drague retirés au fleuve, - ne doit pas amener à sous-estimer les effets néfastes sur l'environnement. Le Port Autonome selon son programme avec n'a pas cru bon de faire réaliser d'analyses des vases. Pourtant en aval de Paris, métaux lourds, hydrocarbures, micro-polluants (PCB, produits rhizotrophes), matières en suspension constituent le quotidien des poissons survivants. Selon le Port Autonome l'entreprisene non encore désigné - « arrivera au moment du drague pour l'utilisation des boues » ce qui en clair permettra de les balancer n'importe où.

Port Autonome de Paris, 2, quai de Grenelle, 75732 Paris Cedex 15

Le XIIIe arrondissement de Paris se découvre une vocation de cimetière des forêts tropicales. Après la Bibliothèque de France (ex-TGB) et son exposition coloniale de bois africains (okoumé, dossié), et l'américaine (ipé), un cabinet d'architectes encouragé par le maire veut y planter pour l'an 2000 une « tour de la Terre » présentant 50 essences venues du monde entier. Présentée par ses concepteurs - le cabinet Henrrin-Normier-Lelievre - comme « un hommage à toutes les civilisations, à toutes les cultures », la tour de la Terre haute de 200 mètres, construite des bois des cinq continents sera en fait un puissant outil de promotion de la fête bois, dans ses applications les plus honorables comme les plus saccageuses. Si la structure portée sera réalisée en lamelle-collée de res- neaux occidentaux, les aménagements intérieurs feront largement appel aux bois exotiques. La liste des 50 essences n'est pas encore arrêtée, mais les concepteurs voudraient y voir un hommage aux peuples du monde à travers une exposition permanente d'échantillons de bois et d'explications de utilisations par l'Homme. Mais si ces choix techniques et esthétiques sont en passe d'être adoptés, la consultation des populations concernées par les coupes de bois rares n'est pas à l'ordre du jour. Le Centre Technique du Bois et de l'Ameublement (CTBA) est pour l'instant le seul à conseiller les architectes de la tour : relais efficace des grandes compagnies forestières, son intérêt pour le projet est purement marketing. L'installation d'un « show-room » de 200 m de haut comprenant - selon le dossier de présentation - une « grande salle de 900 m2, sur deux niveaux, net de ce phare de la terre, en plein ciel, dans la lumière, d'une capacité d'accueil de 1000 personnes » serait certainement du meilleur effet pour promouvoir l'exploitation des forêts tropicales. Le projet, soutenu par la Mission Paris-2000 présidée par Yves Mourroux, doit être présenté au maire de Paris le 15 juin.

Les Pénins de Bonnèse, les Pyrénées d'Afrique centrale et de l'Ouest, les Udégé de Sibérie, les Kayapós d'Amazonie et bien d'autres ont tout à redouter de cet « hommage » technologique qui pourraient bien prendre acte de la fin de leurs espaces naturels et de leurs modes de vie à l'horiz- zon 2000.

Contacts : M. le Maire de Paris, Mission Paris 2000, Place de l'Hôtel de Ville, 32, quai des Célestins, 75004 Paris

Le championnat d'Europe de chasse sous-marine sera organisé cette année du 26 au 29 juin 1997, dans le site classé des Calanques de Marseille. Cette compétition menée d'une zone marine fragile de l'Union européenne, a pourtant demandé à redouter de cet « hommage » technologique qui pourraient bien prendre acte de la fin de leurs espaces naturels et de leurs modes de vie à l'horizon 2000.

Contacts : M. le Préfet Maritime Toulon Naval-Arsenal, 83000 Toulon

Un autre secteur à surveiller est celui de la démolition par explosifs ou mécanique de bâtiments industriels ou d'immeubles d'habitation susceptibles de contenir de l'amiante dans le charbonnage, l'isolation, les canalisations, les revêtements. L'objectif est de réduire les envols de poussières et de gérer les gravats amiante avec un minimum de précautions, au premier rang desquelles le stockage dans un centre identifié et agréé. À Roubaix, la démolition du centre commercial Roubaix 2000 allait se faire, sans diagnostic préalable et démontage des éventuelles sources d'amiante. Mais un nouvel appel d'offres est lancé, incluant la dépollution avant la démolition. Bordeaux cherche un site agréé pour 600 tonnes de gravats contenant des dalles de vinyle amiante et de l'amiante ciment provenant de la démolition de la cité Lumineuse. Étant donné que l'Aquitaine exporte ses déchets spéciaux, l'amiante de la cité Lumineuse risque de faire du chemin ou de se retrouver en remblai sous-couche dans les pâtes forestières des Landes.

En Avignon, la démolition par explosifs de bâtiments du quartier Croix des Oiseaux aurait été précédée d'un diagnostic et ne recelait pas d'amiante. Avignon en réponse à notre lettre souligne que « cette démarche d'une association parisiens sur les pollutions oublées parait surprenante ». Avignon en 1994 était très content de bénéficier de l'assistance de Robin des Bois au sujet de l'usine à gaz « oublie » à plein centre ville.

À Saint Etienne du Rouvray et à Grand Quevilly, près de Rouen, la tour Uranus construite en 1970 et l'atelier de constructions mécaniques Lozai, couverts de 6.000 m2 de plaques d'amiante ciment ont été détruites par explosifs et moyen mécanique sans diagnostic ou sans démontage préalable. Pour le 2ème cas, l'entreprise de démolition aurait reçu, malgré les protestations des riverains, l'approbation de la DRIRE.
La prolifération nucléaire

Il n’y a pas que les sources thermales radioactives, il y a aussi les sources industrielles radioactives, dites sources scellées. Dans le cadre du contrôle non destructif, elles ont vocation à détecter les défauts des soudures de canalisations, de tubulures, d'équipements fondamentaux pour la sécurité d'une usine ou la distribution de fluides. Il s'agit alors de sources portables et lourdes, contenues dans des chambres d'uranium appauvri ou de plomb, et souvent utilisées dans les conditions acrobatiques des chantiers mobiles. Les risques sont répartis entre l'émission de la radioactivité quand la source est scellée et en activité, et le confinement de la radioactivité quand la source est en sommeil. Tous les 3 à 6 mois, la source radioactive doit être remplacée. L'opération complète -démontage de la source usée, remontage de la source neuve à l'intérieur de son château- est réalisée chez le fournisseur. Les sources scellées sont des sources baladeuses. Selon la CIREA (Commission Inter-ministérielle des Radioéléments Artificiels), il s’en perdrait 2 à 5 chaque année. D'autres sources radioactives sont utilisées comme instruments de mesure et d’analyse d’un matériau interposé sur la trajectoire du rayonnement; on parle alors de jauges de niveau d’usure, d’épaisseur, de température, de pression.

Les sources sont dangereuses quand elles voyagent.


Les sources sont dangereuses quand elles dorment.

En 1962 à Mexico, une source de 5 curies de cobalt 60 abandonnée dans un appartement par son propriétaire, entraîne le décès des 4 locataires.

En 1985, la commune de Pléneuf-Val-André a été condamnée à verser 200,000 francs, de dommages et intérêts à la famille d'une employée de mairie morte en décembre 1981 d'une leucémie myéloïde. Elle avait travaillé pendant 5 ans dans un bureau sous les combles dans lesquels était entreposée une source scellée de cobalt 60. Conformément aux usages la source avait été aplanie et stockable à l'endroit le plus haut du village, c'est-à-dire au sommet du clocher de l'église alors qu'en 1943, le radium de l'Hôtel-Dieu de Nantes, conçu par les occupants allemands, fut transporté à l'abbaye de Bellefontaine où, croit-on savoir, les moines le cachèrent dans un puits.

Les sources sont dangereuses quand elles vont à la décharge.

En 1963 en Chine, une source de 10 curies de cobalt 60 est ramassée par un enfant, provoquant l'irradiation de 5 personnes dont une est décédée.

En 1968, en Argentine une source de césium 137 (pollucite) est trouvée par un ouvrier qui la garde successivement dans chaque de ses poches. Les doses subies localement sont telles qu'elles entraînent l'aphtimation des deux jambes.

En 1979, à Montpellier un autre ouvrier trouve une source d'iridium de 13 curies et la met dans sa poche. Il doit subir une amputation de la jambe.

En 1978, au Brésil, la récupération sauvage d'une source de césium, son démantèlement et la dissémination des grains bleutés de silico-aluminat radioactif utilisés par les enfants pour se maquiller se termine mal: 4 morts, 16 irradiations graves suivies d'amputations et 240 contaminations.

En 1979, une autre source de césium 137 beaucoup moins puissante a été retrouvée deux jours après la déclaration de perte, sur un terrain d'épandage des déchets urbains de la ville de Nice.

En 1992, un gramme de strontium 90 confiné dans une enveloppe métallique a été jeté par mégare dans la benne à ordures d’une entreprise produisant près d'Angers des pots de yaourt en plastique. La source était destinée à jauger en continu l'épaisseur du polystyrène. Malgré leurs détecteurs les pompiers n’ont pas réussi après trois jours de recherches à la repérer dans les trois décharges d'ordures ménagères et de déchets banals de l'agglomération angevine. Même si l'intégrité des barrières étanches s’opposant à la dissémination de la radioactivité doit être préservée en toutes circonstances, même accidentelles, on peut douter que l'enveloppe métallique isolant le strontium 90 résiste longtemps à la corrosion ou aux combustions spontanées communes aux décharges de classe II.

Les sources sont dangereuses quand on les voile.

En 1978, à Setif en Algérie, des enfants volent dans une voiture une source de 25 curies d'iridium qu'ils décortiquent entre copains: 6 irradiations, une mort rapide.

En 1981 le Ministère de l’Environnement engageait les détenteurs à accorder une attention particulière aux précautions prises pour éviter les voiles. Les appels sont restés vains et l'utilisation dispersive du noyaux n'est pas exempte de dangers d'autant plus périlleux qu'ils peuvent être totalement méconnus. Les voiles de véhicules contenant des sources radioactives sont fréquents et assimilés à d'inoffensifs voils de matériel de plomberie. Ils ne sont pas non plus tous déclarés car leurs auteurs sont souvent occasionnels travaillant en sous-traitance pour le compte d’une entreprise bénéficiant de l’agrement réglementaire délivré par la CIREA qui sont parfois dans l'ilégalité : les sources radioactives quand elles ne sont pas en opération devraient être entreposées dans des endroits appropriés, inviolables et séparés de tout matériau combustible. Rien à voir avec les camionnettes ou les bungalows cadenassés qui font ici ou là l'objet de vols ou de visites.

-suive page 22-
Les papiers restent

Depuis juillet 1996, 16.500 t de papiers et cartons issus de collectes sélectives européennes se détiennent sur le port de Dunkerque. Présenté par son propriétaire, la société Cell, comme une « pure opération speculative », ce stock illustre les contrariations du commerce international des matières recyclables, considérées comme matières premières secondaires ou comme déchets selon leur destination, ou l'état de leur cycle économique.

Pour les papiers-cartons « le marché ne peut pas être plus bas qu'à l'heure actuelle », selon Cell. Les clients espérés dans le sud-est asiatique n'offrent plus assez pour justifier le transport. Le lot bloqué à Dunkerque est constitué de « basses sortes », catalogues et tracts de supermarchés, annuaires, papiers hétérogènes et souillés, mêlés de cartons d'emballages et de plastiques dont l'Europe est inondée. Des catalogues en flamand, anglais, français, des quotidiens anglais, des annuaires allemands s'empilent en milliers de balles n'ayant pas trouvé preneurs dans leurs pays. Plusieurs visites récentes de Robin des Bois chez des recycleurs de papiers-cartons ont aussi confirmé cette saturation en France. Le marché paie sur une tendance des cours à la hausse. En attendant on stocke au plus bas prix, comme Cell qui veut croire à une reprise en juillet.

Le lot est entreposé dans des conditions précaires et dangereuses : sur 5-6 m de hauteur, des balles de plusieurs centaines de kilos mal emballées se sont effondrées dans les traversées. Elles menacent d'écraser les dockers, et les squatteurs occasionnels venus trouer refuge dans la chaleur du papier, sous cette halle ouverte à tous vents. L'entassement général augmente considérablement les risques d'incendies, très difficiles à maîtriser dans les grands stocks de papiers en balles, qui se consomment parfois pendant plusieurs semaines. Dans le même hangar (Freyssinet 7-8) et à proximité immédiate du papier est aussi entreposé du bois, comme constaté lors de la visite et confirmé par Cell. Enfin le stock est exposé aux envols de brail, résidu du charbon déchargé couramment sur le quai. S'infiltrant partout, formant une fine pellicule, son mélange avec le papier peut teindre la pâte et former des dépôts résiduels de minerai dans le pulpeur du papetier, obligeant à démonter la machine. Un risque qui dépérit encore le lot.

Une opération de nettoyage, du brail et de reconditionnement des balles éclatées est, parait-il programmée, mais la sécurisation des piles n'est pas évoquée. Selon [Cell] « une surveillance légère a été mise en place par le Port Autonome dès le début ». Cette légèreté se concrétise par un emprisonnement à minimiser tous les coups dans ce contrat qui comporte selon Cell une obligation morale : en échange de 2 ans de location du hangar « à un prix très très intéressant », la société s'engage à favoriser la création d'un flux d'exportations de vieux papiers-cartons à partir du port.

Pour l'instant les prospectus et plastiques européens qui devaient embarquer pour la Chine, l'Inde, la Corée ou les Philippines s'effondrent à Dunkerque dans une halle près du centre-ville et les promesses de valorisation au bout du monde risquent de s'achéver en décharge ou en fumée noire.

--- Quimper sur Amazone ---

L'ipê, utilisé pour l'esplanade de 5 hectares de la Bibliothèque Nationale de France située à Paris, est détruit. Le centre de la mémoire est un sujet très sensible. A la moindre ondée, les chercheurs ou les promeneurs font de l'aquaplaning. L'esplanade de la BNF est affublée du surnom d'esplanade des Invalides. Il est donc envisagé d'apporter un revêtement sur les passages les plus fréquentés. Pour garantir la sécurité sur les majestueux emmarchements et les zones périphériques, le recours à des clois spéciaux fait partie des hypothèses retenues.

Rien que pour les clois, le devis est estimé à 2 millions de francs. Malgré tout, l'ipê fait un bout de chemin en France, à Lyon et à Paris où le square de la Place des Celestins et les bancs des Champs-Élysées ont déjà été écolabellisés par Robin des Bois.

Quimper, il est prévu que la salle de spectacles municipale baptisée « Temps contre Temps » soit bardée de 2.500 m2 de planches d'ipê avec une option de 500 m2 supplémentaires pour une partie des planchers intérieurs. Les ipê ont une densité moyenne dans leurs biotopes les plus favorables d'un sujet adulte de 10 hectares. Pour les 2500 m2 d'habillage d'une salle des fêtes bretonne, 250 hectares de forêt amazigienne ont été dégradés, perturbés et pollués par les sirènes et les huiles des tronçonneuses. Après les interventions de Robin des Bois, il s'avère que la municipalité de Quimper et les adjoints à l'environnement et à la programmation des travaux ont été abusés par le cabinet d'architectes en charge du projet. Selon eux, les arbres provenaient de Guyane, plus précisément de la côte nord entre St-Georges et St-Laurant, sous le contrôle de l'Office National des Forêts, en prenant en compte les intérêts des indiens de la région. Une belle histoire à se raconter au coin du feu, mais qui relève de l'affabulation totale. Nos correspondants en Guyane, l'association le Pou d'Agouti et l'ONF signalent que les ipê sont extrêmement rares en Guyane. En fait, le maître d'œuvre de l'opération, le groupe Bouygues, et l'importateur de l'ipê, la Société d'Importation des Bois Tropicaux, ont déjà travaillé ensemble sur le chantier de la Grande Bibliothèque. Le bois vient du bassin brésilien de l'Amazonie, de l'Etat du Para, et il est transporté par bateau du port de Belem à celui de Nantes. En s'adressant le 18 mars 1997 aux participants de Rio plus 5, c'est-à-dire aux messes commémoratives du Sommet de Rio, le Président de la République Fernanda Henrique Cardoso a tenu ces propos lucides : "Nous surveillons chaque semaine la déforestation et les brûlis en Amazonie mais nous n'avons pas les moyens pratiques de freiner leurs extensions dans ces régions où l'Etat n'existe pratiquement pas."

Fin avril, le maire répondait dans ces termes au groupe quimpérois d'animation citoyenne, « L'autre Gauche » : « Afin de répondre à votre préoccupation, je vous indique que conformément aux engagements passés par notre collectivité en application du code des marchés publics, nous honorons la commande destinée à la façade du bâtiment. Par contre, nous avons demandé la modification des essences destinées à l'intérieur de la salle. Parallèlement un travail a été entamé afin de rendre encore plus transparente, par exemple sur la provenance des matériaux, la procédure des appels d'offres. » Les premiers panneaux d'ipê vont arriver à Quimper en juillet.
Les flamants roses n’iront plus à Marseille

Le Port Autonome de Marseille veut construire pour 2010 une nouvelle plate-forme logistique « Distripport » à proximité du terminal à conteneurs du port de Fos-sur-Mer, sur le site de Gravelleau. Pour s’inscrire dans la chasse aux conteneurs face aux grands ports d’Europe du Nord et de Méditerranée, une gamme d’aménagements est en projet: pôle multi-modal de fret à Grans-Miramas, extension de la zone industriale-portuaire à Arles, creusement de darses et construction de plate-forme logistique à Fos - Marseille. « Marseille - Fos peut jouer un rôle crucial sur la façade méditerranéenne en raison de sa situation géographique, de son excellent outil portuaire, de la possibilité de disposer à proximité de vastes espaces aménageables ». Situé entre la Camargue, la Crau et la Méditerranée, Distripport fera table rase de 168 hectares de ces « vastes espaces aménageables » ou des espèces protégées comme les flamants roses et une orchidée sont observés. Pour ce faire, 1.300.000 m3 de déchets industriels sous-produits de la fonte du minerai de fer seront déversés sous le titre « produits de remblaiement » sur un littoral déjà contaminé par des polluants chimiques et bactériologiques.

Cerné par des Zones Naturelles d’Intérêt Écologiques, Floristique et Faunistique (ZNIEFF), des espaces remarquables au titre de l'article 146-6 de la loi sur le littoral, des sites inscrits, des Zones d’Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO) et des Zones de Protection Spéciale (ZPS), le site de Gravelleau à une formation faunistique et floristique remarquable qui serait détruite par le remblaiement. Un partie de ce tapis végétal de sansoirues, prairies, joncées et friches, a déjà servi de décharge à boues de drainage. La sansoirue camarguaise accueille des plantes résistantes à une forte salinité du sol et est l’étape de migration, de nidification ou d’hivernage d’un groupe de flamants roses (10 à 20 individus), de hérons cendrés, d’échasses blanches et de rapaces. La fauvette aux lunettes, l’huîtrier-pie, le chevalier gambette et la grèlèole à collier qui y nichent sont de plus répertoriés au livre rouge des espèces menacées en France et inscrits en annexe II de la Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel. L’expertise faune-flore a été réalisée au mois de mars, période précoce, par « Les Écologistes de l’Euzière ». Pour être valable une telle étude doit être effectuée sur 4 saisons consécutives. Au titre des « mesures compensatoires » une partie de la zone humide sera aménagée par le Port Autonome en parking à oiseaux avec patagiope artificielle, entre le terminal conteneur, le cul de la plate-forme et la route nationale où circuleront 10.980 véhicules/jour. La destruction de trois espèces végétales protégées implantées sur le site dont la Barlia Robertiana (une orchidée) est jugée « relativement mineure » par la Société Française d’Ingénierie, auteur de l’étude d’impact.

Les matériaux choisis pour le remblaiement sont des laitiers (1.300.000 m3), sous-produits de la fonte des minerais de fer, formés de toutes les impuretés contenues dans la charge du haut-fourneau. Ils sont chargés de métaux lourds, de fluorures et de chlorures. Malgré cela, la législation française ne les considère pas comme des déchets industriels spéciaux et leur utilisation est encouragée en technique routière et autres travaux de remblaiement. Dans une lettre à Robin des Bois, la Direction Régionale de l’Industrie, de la Recherche et de l’Environnement (DRIRE) de la région Provence-Alpes-Côte-d’Azur justifie ainsi cette politique de gestion: « Certes ces déchets sont spécifiques d’une activité industrielle mais ils ne sont pas considérés au sens « nuisants » du terme comme des déchets industriels spéciaux », la nappe saumâtre qui recevra les eaux pluviales est une nappe d’équilibre entre l’eau salée venant de la mer et l’eau douce continentale. Ces eaux se chargeront des liquides des laitiers mais aussi des polluants de la zone de stockage, transportés par les eaux pluviales (détergents, hydrocarbures des aires de parage, fuites de cuves de stockage, perte de marchandises en vrac), ou accidentellement (eaux d’extinction d’incendie, déversement sur la voie). Les mesures envisagées par le Port Autonome pour imperméabiliser le socle des laitiers et ainsi protéger la nappe sont inefficaces à court ou à moyen terme. Le géotextile considéré comme le protecteur de la nappe phréatique se poinçonnera et se déchirera vite sous la charge. Une partie des eaux sera collectée et évacuée dans « une lagune spécifique de décantation et non pas un espace naturel comme la lecture de ma précédente lettre pouvait le laisser supposer » nous souligne spontanément la préfecture des Bouches-du-Rhône. Après transit dans le bassin, les eaux seront rejettées dans le milieu marin de la baie de Glora. Les boues de décantation seront curées puis stockées en décharge appropriée ou épandues on ne sait où, on ne sait comment par le Port Autonome. En matière de traitement des eaux usées, les 144.000 litres/jour produites par les personnes travaillant sur le site seront traitées selon la méthode du « géoassainissement », c’est à dire l’infiltration dans le sol des eaux usées, au-dessus de la nappe phréatique, via des tubes perforés. L’exutoire final des eaux domestiques infiltrées sera aussi la baie de Glora, ouverte sur la Méditerranée et ses plages.

La zone portuaire et péri-littorale de Marseille, l’étang de Berre et le golfe de Fos battent déjà les records de contamination chimique avec notamment les plus fortes teneurs en mercure de tout le littoral français, au débuché du canal de Caronte et sur la zone de dépôt de boues de dragage du port de Fos. Les activités de la zone industriale-portuaire contribuent à cette dégradation du milieu marin (industries chimique, pétrolière, sidérurgique, port minier, port pétrolier, terminal gazier), et modifient la sédimentologie marine du golfe qui est dorénavant vaseuse. Les concentrations en hydrocarbures aromatiques totaux dans les huîtres et les moules traduisent une contamination chronique forte. Avant la réalisation du complexe de Fos en 1966, la zone du Carteau, classée ZNIEFF marine, était connue pour receler des richesses naturelles de coquillages, être une zone de reproduction des poissons, des herbiers de zostères et cymodoceées. Elle est maintenant classée insalubre et les coquillages nécessitent une purifiication ou un parcage obligatoire avant commercialisation. Selon l’étude d’impact, en 1994 sur une production d’environ 2.000 t, seules 700 t de coquillages seraient passés par ces stations de purification.
Les petites annonces dans la presse gratuite recèlent une faune de plus en plus gourmande. Les soi-disant éleveurs se mélangent aux familles pressées de se débarrasser d'animaux trop stressés, ou trop immobiles, et aux collecteurs de bêtes en cages. En voilà un qui «Vds serpents (Boa, Python) et matériel divers»: une jeune femelle python curtus de 50 cm venue de Malaisie ou d'Indonésie, plus trois boas mâles constrictor et imperator de 1,3 m à 1,7 m, arrivés il y a deux ans du Brésil. Leurs numéros d'identification CITES* sont fournis mais le discours laisse vite apparaître les problèmes: certes «fascinants» et «de couleurs très sympas», ils sont aussi «assez farouches» et «sujets aux parasites». Effectivement le «Guide pratique des espèces menacées et exploitées dans le monde» souligne l’exigence de solitude pour la plupart des Boaïxes (famille des boas et pythons) et remarque: «Le refus de s'alimenter est la cause principale de mortalité après capture et transport. On observe aussi des problèmes d'infections au niveau de la gueule, et des parasites graves.»

Un autre enemi des bêtes «Vds Boa constrictor 2m 2600 F, vingtaine de Mygales 250F» et prétend avoir tout prévu. Ses trois serpents venus d'Amérique tropicale sont élevés sous lampes sodium, néons et UV, «tout ce qu'il faut pour qu'ils soient bien...» Il conseille l'élevage de lapins, ou de canards «ils en raffolent»; poulets, rats «très riches en protéines!», cochons d'inde ou hamsters pour l'approvisionnement, à raison de 2 lapins ou 3 rats tous les 15 jours. C'est un fureur, sur la vingtaine de Mygales «tout est parti, il m'en reste deux ou trois». Le boa en vente a cinq ans, il l'aurait eu à l'âge d'un mois. En avril une personne parmi les nombreux coups de fil a eu l'air intéressée; «ne pouvant se déplacer», elle a demandé à notre interlocuteur de lui apporter son boa. Arrivé sur place il est tombé dans un traquenard monté par les douanes, qui ont contrôlé dans la rue le numéro de CITES du serpent. L'animal se vante d'avoir trafiqué deux varans de 1,5m ramenés du Sénégal dans des caisses, en 4X4, «faut pas se faire prendre, ils sont soumis à autorisation mais je ne les ai pas déclarés». Sur les trois espèces africaines, une est classée en annexe I de la CITES, les deux autres en annexe II. Un vrai nuisible pour les animaux, celui-là. Il déconseille les iguanes «très durs à reproduire et fragiles», et justifie la vente de sa ménagerie: «je veux faire quelque chose de plus grand...»

Un concurrent gémier de bestioles vend des «iguanes» verts en surnombre et à petits prix. Sur les 5 animaux venus de Colombie et achetés en août 96, 2 sont morts dans son vivarium, en grève de la faim. Il vend une femelle d'un an, 70 cm, 500 F. Il a déjà vendu un mâle et «conseille de mettre des gants, les griffes sont très pointues, coupantes. Les petits s'affolent, les grands donnent des coups de queue...» Les adultes atteignent 1,5m. Il prétend avoir avec eux «des rapports comme un chien ou un chat», mais avoue qu'ils ont en fait «besoin de calme. Et ils peuvent transmettre la salmonelle, il vaut mieux éviter de les manipuler. D'ailleurs il y a plein d'iguanes dégénérés...»

«A vdr 1 perroquet Amazone apprivoisé et parleur + cage, 3000 F...» Il est déjà vendu, «il y a eu beaucoup d'appels. C'était un Amazone rouge acheté pas cher, non-apprivoisé, à un particulier en Normandie...» Un numéro de CITES ? «Qui êtes vous ? Nous ne répondons pas à ces questions.» On raccroche. Tous les perroquets sur annonces sont déjà vendus, il partent en quelques jours, c'est l'engouement actuel. Certains ragasins en achètent même pour attirer les clients, comme de vulgaires installations de marketing.

«Vds Mainate apprivoisé et parleur 15 mois, 4000 F...» Le bipède contacté prétend ceder celui-ci pour en acheter un plus jeune. Mais il avoue très vite «il peut être agressif, il a ses têtes...je le sors de sa cage...j'ai coupé les plumes de chaque côté des ailes pour qu'il vole horizontalement. Il ne peut plus aller en hauteur.» Un bel oiseau handicapé et rendu fou pour qu'il volète en pavillon...

«Vds super Messi espèce rare rossignol avec sa cage et tous ses accessoires, 400 F...» Le maître est un motard, il n'est pas souvent là alors l'oiseau s'ennuie. Il avait une femelle, morte il y a trois mois d'une crise cardiaque. Quand il partait en vadrouille il leur laissait un stock de nourriture, alors ils se sont goinfrés, elle n'a pas résisté. L'animal «aime la compagnie, il est très sauteur».

Quand il y a du monde il chante beaucoup, en fait «c'est un casse-tête». C'est une espèce rare, «mais il n'y a pas de papiers nécessaires». Ils ont été commandés en animalerie, «ce sont des animaux de capture, qui viennent du Japon». Il fournit avec la cage un nid «dans lequel il ne va jamais», une baignoire en plastique et des boîtes de pâtée pour oiseau.

C'est pourtant évident: les animaux exotiques ont des modes de vies incompatibles avec les clapiers occidentaux. Pour le prix d'un boa ou d'un oiseau parleur on peut aller sur place, aimer leur liberté. Mais il faudrait avoir en tête de sortir de sa cage.

*CITES : Convention International Trade of Endangered Species ou Convention de Washington sur le commerce international des espèces animales et végétales menacées d'extinction.
L'âge de fer radioactif

Le recyclage a ses limites et ses dangers. Rouler dans une voiture dont le châssis est entièrement ou partiellement contaminé par des usages antérieurs de l'acier ou vivre dans un immeuble dont l'ossature métallique provient du démantèlement d'un atelier faiblement ou très faiblement radioactif exposent à des risques sanitaires graves et inexplicables, des crimes presque parfaits.

En 1980, un lot de casseroles dites tinned-sienes produites à partir de ferrailles de maintenance et de démolition d'une usine d'engrais phosphatés du golfe de Gabès est saisi à Marseille chez un exportateur de matériels ménagers avant leur expédition en Italie. En 1994, une cargaison de ferrailles contaminées provenant d'Afrique du Sud est refusée par les autorités britanniques. Le Council for Nuclear Safety d'Afrique du Sud constate que jusqu'alors 10 000 tonnes sont vendues chaque mois à l'exportation, en provenance de 35 usines ou de mines susceptibles de produire des déchets faiblement radioactifs.

En mars 1995, alerté par la découverte de ferrailles radioactives issues du démantèlement d'une usine de la région lyonnaise spécialisée dans la concentration d'acide phosphorique et la fabrication d'engrais superphosphatés, Robin des Bois s'est lancé à la recherche de risques ou de déchets analogues et a systématiquement alerté les pouvoirs publics, les nombreux pouvoirs publics qui attendent toujours l'avis d'un des leurs pour prendre une décision finale et qui sont loin de communiquer entre eux et vers l'extérieur avec la rapidité de la désintégration des atomes. Bilan partiel : le démantèlement de l'usine Norsk Hydro, ex-COFAD dans la zone industriale-portuaire du Havre est désormais, après des campagnes de mesures et un balisage de sécurité, soumis à un arrêté préfectoral spécifique signé en mars 96.

Considérant que : les travaux de démolition de l'atelier acide phosphorique de la société Hydro Agri France ont été suspendus pour permettre de procéder à des analyses,

- que les mesures réalisées par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et un organisme tiers ont révélé une contamination du site

- qu'un protocole de décontamination validé par le Ministère de la Santé a été édité et qu'il convient d'exposer à l'exploitant des mesures pour l'application du protocole précité, l'élimination des déchets et l'établissement et la diffusion du bilan final de la décontamination.

Le Préfet de la région de Haute-Normandie le Préfet de la Seine-Maritime arrête :

La Société Hydro Agri France est tenue de respecter pour la décontamination de l'atelier phosphorique de Rogerville les conditions prévues par le protocole de démontage et de traitement par l'Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants (O.P.R.I.). Une attention particulière sera accordée aux matériels suivants : godets, bacs à filtres, canalisations, laveurs de gaz.

La société Hydro Agri France remettra les déchets faiblement radioactifs à l'ANDRA (Agence Nationale des Déchets Radioactifs).

En fin de travaux, le compte-rendu final de décontamination devra notamment établir le bilan déchets (activité, quantité, type) et le bilan des matériaux ferrailles et leur traçabilité.

Le chantier se poursuit beaucoup plus lentement que dans la première phase où s'appliquaient des méthodes de démolition usuelles, entraînant des envois de poussières faiblement radioactives. Il ne s'agit plus de démolition, il s'agit de démontage et de décontamination. Les mesures d'ambiance officielles sont à la disposition d'un niveau de contamination ambiante de 21 micro-sieverts soit 4 fois plus que le seuil admissible pour le public et 3 fois plus que la limite d'exposition pour les travailleurs non directement affectés aux travaux sous rayonnement.

Il est clair que les employés ayant travaillé pendant plusieurs années à l'atelier de concentration de l'acide phosphorique en activité pendant 40 ans devraient faire l'objet d'un suivi médical et épidémiologique. Selon le syndicat C.G.T., cette recherche souhaitable sera difficile étant donnée "l'utilisation abusive de la sous-traitance lors de l'exploitation de l'usine". Les parois internes de certaines pièces en acier inoxydable sont recouvertes de concrétions riches en sulfate de radium. Les informations sur la radioactivité résiduelle de la canalisation ayant servi pendant 40 ans à l'évacuation des rejets liquides dans l'estuaire de la Seine ne sont disponibles si jamais elles existent. Sur les aires de stockage des déchets de l'usine en cours de décontamination, il est remarqué de plus en plus de déchets végétaux arrachés à la périphérie de l'installation. Quant aux démolisseurs, ils n'ont bénéficié d'aucun regard et d'aucune information avant l'interruption des travaux et leur transfert sur d'autres sites de casse en France ou en Europe. En cours de chantier, un incendie s'est déclaré dans toute la partie sud de l'usine et plusieurs dizaines de pièces d'inox contaminées ont été envoyées chez les ferrailleurs. Au cours de l'été 1995, la préfecture a demandé à l'exploitant de «rapatrier» "toutes les parties susceptibles d'être contaminés déjà expédiées chez des ferrailleurs". Cela n'a pas été possible pour un ensemble de pièces du cœur de process qui a été monté en Ukraine dans une filiale de Norsk Hydro et pour des dizaines de tonnes rapidement recyclées en acier de deuxième fusion. Dans un site analogue de démolition, à Grand-Couronne dans la banlieue de Rouen, les opérations sont gelées depuis 2 ans, sous le contrôle d'un vigile perdu dans un terrain vague industriel entre un stockage de 500 000 tonnes de charbon, une décharge de produits toxiques et un projet de stockage de déchets de hauts fourneaux utilisables dans la production du ciment. Il empêche en parti-
culier les ramsasseurs clandestins de venir décortiquer dans ces cathédrales de fer, ouvertes à tous les vents, des matériaux nobles et empoisonnés. Des informations contradictoires nous parviennent; à ce sujet, les nouveaux propriétaires du site qui sont propriétaires de carrières en Seine Maritime, chercheront à se débarrasser au meilleur prix des pièces contaminées.

Informée par Robin des Bois, l’ANDRA a inclus dès 1995 dans les annexes de l’inventaire des sites radioactifs une liste d’usines de fabrication d’engrais phosphatés. Simultanément, la préfecture de la Charente nous écrivait que l’usine Asturonia de Tonnay Charente s’était arrêtée en 1988, que le phosphate utilisé venait du Maroc, que les déchets étaient évacués dans la Charente et qu’en l’absence de présomptions particulières de radioactivité, les ateliers, terrains, et aquirés voisins, n’avaient pas fait l’objet d’un diagnostic, et que les cuves émaillées et la carcasse des filtres avaient été livrées au recyclage.

Des ferrailles en provenance du Maroc, encore un pays à phosphates riche en uranium, pourtant accompagnées d’un certificat de non-contamination délivré par les autorités marocaines sont en fait contaminées. Plusieurs mois après leur arrivée en France, elles sont stockées dans des conditions mediocrez chez les importateurs. Alors qu’on pourrait espérer que dans un pays aussi nucléarisé que la France la décontamination ou la mise en dépôt de ces non-ferreux soit rapidement réalisée, affaire triste depuis des mois et souligne une fois de plus l’absence d’une instance techniquement, financièrement et politiquement compétente susceptible de régler-y compris par le retour à l’envoyer ces pollutions radioactives.

Au-délà des usines d’engrais phosphatés, toutes les unités mettant en œuvre des matières premières uranifères comme les usines de production d’oxyde de titane à Calais et à la Rochelle sont susceptibles de concentrer à l’intérieur de leur processus des dépôts solides ou des tarts radioactifs. Il est urgent d’établir des normes de contrôle et de réutilisation des ferrailles et de constater que les industriels comme leurs inspecteurs tombent des nus quand on leur parle de la radioactivité résiduelle de procédés de fabrication mettant en œuvre des matières premières connues depuis le début du siècle pour leur teneur en uranium, en radium, en thorium et autres corps radioactifs.

Extrait du livre de bord du service de maintenance de l’usine Norsk Hydro à Rogerville dans l’estuaire de la Seine. Ce document a été ramassé dans les gravats des locaux administratifs de l’usine.
Schéma de mise en valeur du littoral haut-normand

Entre la baie de Seine et la baie de Somme, les pêcheurs artisanaux ramènent chaque année environ 10.000 tonnes de poissons et crustacés. Pourtant ce littoral est traditionnellement pollué comme si, entre le Havre et le Crotay, l’arrière-pays industriel avait de tout temps considéré les fleuves côtiers, les canaux et la mer comme sa chasse d’eau gardée. En témoigne le livre signé par Eugène Lebel publié en 1907 et intitulé en toute simplicité « La pollution des eaux ». Cet inventaire des empoisonnements de la Somme et de ses affluents par les eaux résiduaires, ce plaidoyer pour le respect des poissons d’eau douce et d’eau de mer commençant par cette dédicace « ... le bon droit triomphera des influences, la ténacité vaincra le bon plaisir ; le pêcheur aura raison des empoisonneurs ; l’hygiène ne sera plus menacée ; tel est le but que nous espérons atteindre en publiant ce livre qui est un “vibrant réquisitoire” contre le bon plaisir et le laisser faire. S’il ne sort pas ici, il servira sûrement et efficacement ailleurs ». Et en d’autres temps. En 1992, 13 millions de tonnes de boues de dragage ont été réjectées sur le littoral du pays de Caux et des falaises d’Etretat, près des rejets des quatre réacteurs nucléaires de Paluel et des deux de Penly.

Pour la centrale nucléaire de Penly, le dragage n’est pas comme pour les ports une question de survie économique mais un impératif de sûreté nucléaire. Le fonctionnement des 2 tranches nécessite le pompage d’eau de mer pour alimenter les circuits de refroidissement. Ce pompage induit un courant important qui draine les sédiments côtiers vers la station. Aucune mesure visant à limiter l’envasement n’a été prise lors de la construction de la centrale, les calculs d’EDF faisaient alors état de risques d’envasissement par des galets. En 1990, il a fallu draguer 60.000 tonnes de vases et en 1991, 80.000 tonnes. La totalité des vases a été réjectée par canalisation le long de la côte, 24 h sur 24. « Le poisson déjà rare fuit la zone de Penly et les crustacés que nous pêchons sont déjà morts pour la plupart » déclarait alors le représentant des pêcheurs. EDF a reconnu la pollution et a versé des indemnités. L’année suivante, en 1993, EDF a obtenu un permis de rejet sur la zone d’immersion des vases du port de Dieppe, à 2 milles des côtes, à côté d’un dépôt sous-marin d’explosifs. En 1993, 45.600 tonnes de vases provenant du dragage du chenal de la prise d’eau de la centrale de Penly ont été immérgees sur la zone, en 1994, 93.600 tonnes et en 1995, 85.200 tonnes. L’arrêté préfectoral de 1993 qui autorise EDF à rejeter ses vases lui prescrit aussi de faire un suivi annuel de l’impact des immersions sur le milieu. En 1995, la Commission d’Accès aux Documents Administratifs saisie par Robin des Bois indiquait que « le directeur général d’EDF a informé la commission que ce document n’est pas encore établi ». En 1997, le document enfin établi, la direction de la centrale nous précise : « Ces dossiers n’ont été formalisés qu’en 1996, avec l’accord de la DDE ». Aucun radioélément n’y est analysé malgré la nature de l’exploitation et alors que des études de l’ACRO (Association pour le Contrôle de la Radiactivité dans l’Ouest) montrent une contamination radioactive anormalement élevée des mollusques haut normands. Le suivi d’impact sur la zone de clape note que « l’évolution de la contamination métallique des sédiments est souvent inquiétante au regard des pics de pollution enregistrés », mais que « les pollutions du chenal [de la centrale] ne peuvent être incriminées et qu’une autre source de pollution est à envisager, notamment en provenance de dépôts de dragage du port de Dieppe qui s’effectuent dans le même secteur ». La vase s’accumule à la verticale et au gré des courants.

À Berneval-le-Grand, près de Penly, des dépôts de vases se forment sur la plage. Le Ministère de l’Équipement indique qu’une partie de ces vases provient d’un retour d’immersion de boues de dragage et de l’extraction de graves en mer. « Ce volume de matière boueuse se trouve bloqué par la digue de la centrale nucléaire de Penly et vient se déposer sur la plage de Berneval-le-Grand ». Le ministère assure même que « la direction de la centrale informée de ce problème est prête à entreprendre une action pour le résoudre ». EDF Penly préfère montrer du doigt le voisin : « l’administrateur des Affaires Maritimes nous a signalé qu’il confiait cette affaire aux gendarmeries maritimes et qu’il allait rencontrer le responsable des Graves de Mer [extraction de granulats marin], titulaire de la concession minière, pour lui rappeler sa zone de concession ». Une note d’EDF sur les solutions alternatives à l’immersion demandée par l’arrêté préfectoral préconise « le rejet en mer par une galerie sous-marine du circuit de refroidissement de la centrale ». « Une autorisation de l’administration serait à obtenir dans le cadre de l’arrêté des rejets non-radioactifs sur la base d’un rétablissement du transit naturel des sédiments ». Le dépâlage côte dans une zone où la pêche est interdite, ou le rejet par tuyau sont également envisagés mais pour ce dernier, EDF précise que « par contre, cette solution nécessiterait une autorisation de l’administration et l’assentiment des pêcheurs ». Une difficulté bien connue de la Chambre de Commerce et de l’Industrie (C.C.I.) du Tréport qui a différé cet hiver une campagne de dragage et d’immersion de 18.000 tonnes de vases du port après l’opposition des pêcheurs souvenus par Robin des Bois. Les zones contaminées à draguer sont contaminées. C’est un point de convergence des polluants rejetés chroniquement ou accidentellement par une usine d’engrais phosphatés (fuites de cuves d’acide sulfurique, pertes lors des déchargements de phosphates, carbonates, incendies) et les polluants industriels déversés dans le port par la Bresle. Cette rivière draine aussi les polluants des installations mobiles tel un camion accidenté qui en 1992 a déversé 10.000 litres d’huile de vidange qu’il transportait. Négligeant les intérêts des pêcheurs et les obligations réglementaires, la C.C.I. n’avait pas jugé nécessaire de faire des analyses préalables à l’immersion des boues de dragage, bien qu’un rapport d’analyse de 1993 y ait déjà noté une concentration plus importante en polluants que dans le reste du port. Le dragage est finalement en cours de réalisation, un accord ayant été trouvé entre la CCI et les pêcheurs. Seules 5.400 tonnes de boues sont draguées en dehors des zones où les pics de pollution ont été enregistrés. Certaines précautions dont l’utilité reste à vérifier ont été prises, tel le stockage pour décantation des vases dans le bassin de commerce avant immersion sur la zone habituelle, à 2 milles des côtes. L’opération doit s’achever fin mai, juste avant l’arrivée des touristes.
Les rives de la Loire

Le 31 janvier 1997, le Préfet des Pays de Loire autorisait par arrêté le remblaiement d’une zone humide du Carnet, qui en 1975 était l’île du Carnet dans l’estuaire de la Loire, isolée de la rive sud par le bras du Migron. Un paradis pour les grenouilles, qu’elles soient agiles, vertes, persillées, sans compter les tritons palmés, les rainettes vertes et les crapauds calamite. Un vivier d’oiseaux à huppes, qui nichent dans les roselières, qui pêchent les grenouilles et se rassemblent sur les vasières. La juxtaposition de biotopes diversifiés, le substrat sableux, la MULTIPlicité des micro-dépressions et parcelles aquatiques inondées au début du printemps expliquent cette richesse. A première vue, on ne voit rien qu’une immense éponge verte qui ondule sous le vent, on conçoit tout de suite qu’elle est indispensable à la respiration de l’estuaire de la Loire.

L’objet des travaux autorisés par le Préfet est de remblayer la zone humide du Carnet et de la recouvrir de 2.500.000 m³ de vases et de remblais divers constituant l’assise de « la centrale du Carnet », objet mythique revendiqué depuis 30 ans par les milieux d’affaires régionaux, et accordé dans le principe par les différents gouvernements depuis 1988. Mais l’avenir énergétique est incertain et EDF entreprendrait les travaux préliminaires de « la centrale du Carnet » sans déterminer le choix du mode de production d’électricité. On verra plus tard. D’habitude, on choisit la filière et on définit le site en fonction des exigences en eau et des capacités de dilution des rejets liquides et atmosphériques, en fonction aussi des nuisances, de la puissance et du potentiel de risques. S’attacher au site du Carnet, c’est préjuger que les futures centrales de production électrique seront au moins aussi dangereuses, consommatrices d’eau, et polluantes que les centrales nucléaires actuelles. EDF continue sur sa lancée, comme un tank, négligeant les éventualités d’implanter des unités de production sur les friches industrielles de l’estuaire et imposant à une filière éventuellement plus domestique que le nucléaire un isolement qu’elle ne mériterait peut-être pas.

Devant le tank, il y a le buldozer. Le Port Autonome de Nantes - Saint-Nazaire est propriétaire d’une partie de la superficie à remblayer, et une convention a été signée entre EDF et le Port Autonome pour la fourniture des matériaux de remblai. Le dossier d’enquête publique fait mention des apports prépondérants de produits de dragage du chenal de la Loire et mentionne que ce mode d’approvisionnement réduira le nombre de camions à 120/jour pendant 3 ans. Cette réduction de la circulation des poids-lourds dans les villes périphériques était une des conditions de l’acceptation locale du projet. « La technique utilisée est également la seule réalisable économiquement étant donné le volume de matériaux nécessaire ». Le Carnet jouxte une zone industrielle-Portuaire dont le remblaiement est pratiquement achevé, et qui servirait de complément au terminal portuaire de Donges-Est. Redoutant les pollutions induites par cette concentration de produits de dragage contaminés par l’arsenic, le mercure, le cadmium, le plomb, les hydrocarbures et les rejets des réacteurs du bassin de la Loire, l’association Robin des Bois a dénoncé entre le 28 janvier et le 6 février 1997 par des communiqués et une conférence de presse tenue à Nantes la qualité des matériaux de remblaiement et l’absence totale de précautions vis-à-vis des réseaux hydrauliques superficiels et souterrains. Trois jours après la flèche de Robin des Bois, la préfecture prend un arrêté modificatif aux travaux de remblaiement de la zone humide du Carnet, retirant l’autorisation d’utiliser des matériaux provenant des dragages d’entretien du chenal de la Loire et de l’estuaire de la Loire. Quant à EDF, elle devra, si toutefois elle persistait dans son projet d’implantation sur la zone humide du Carnet, utiliser d’autres matériaux que les produits de dragage, « privilégier l’utilisation des produits de carrières provenant d’exploitations dûment autorisées, au titre de la législation relative aux installations classées, et utiliser les sables de gisements maritimes autorisés pour les travaux d’aménagement nécessitant une meilleure qualité de matériaux ». Statuant sur un recours de la Ligue pour la Protection des Oiseaux et de la Fédération anti-nucléaire de Basse-Loire, le Tribunal Administratif a prononcé, début mai, un surris à exécution des travaux. L’un des motifs les plus sérieusement avancés est l’insuffisance de l’étude d’impact en ce qui concerne les nuisances et autres troubles du voisinage occasionnés par les camions. Il est vrai que l’arrêté modificatif imposant l’utilisation quasi exclusive de matériaux terrestres fait passer la fréquence des camions à 375/jour... pendant 3 ans.

Une belle partie d’échecs s’engage dans l’estuaire : l’interdiction de remblayer la zone humide du Carnet avec des produits de dragage devrait s’étendre aux marais du Couéron, empêcher le Port Autonome de créer des décharges au bord de la Loire et l’amener à réviser sa politique de colonisation de l’estuaire.
Cherbourg joue avec le feu et avec la mer -suite-

Le Cross-Jobourg qui coordonne toutes les opérations de sauvetage, nous demande de nous mettre aux ordres du commandant du Vulcain (bâtiment de soutien du 1er groupe de plongeurs-démineurs de Cherbourg) qui dirigerá les opérations sur zone. Chaque navire se voit attribuer un carreau de recherche à partir d’un point de référence; nous devons suivre les traces de gasoil qui dérivent au gré du courant.

Au bout de quelques minutes 2 corps sont repêchés: un militaire et un civil, il manque encore 3 personnes. L’hélicoptère les corps et reprend ses recherches, il est bientôt secondé par l’hélicoptère de la protection civile de Granville appelé en renfort.

14 h 30, cela fait maintenant près de 4 heures que nous cherchons sans résultat, la mer est toujours couverte de débris flottants et de centaines de poissons morts, attestant de la violence de l’explosion. L’espoir de retrouver des survivants s’amenuise peu à peu. Nous arrivons à court de carburant, je préviens le Vulcain que nous devons quitter la zone. Vu les moyens engagés (un chasseur de mines équipé d’un sous-marin télécommandé et de caméras va arriver dans la nuit pour inspecter l’épave qui gît par 78 mètres de fond) notre présence n’est plus nécessaire et le commandant nous donne liberté de manœuvre. Une demi-heure plus tard, nous sommes de retour à quai où nous attendent nos familles et le reste de l’équipage de la station. La consternation et la tension se lisent sur tous les visages.

Le canot est mis sur sa remorque, vérifié, réservoirs pleins prêt à appareiller dans les minutes qui suivent une alerte. Quant aux 3 disparus, malgré des moyens de recherche très importants, ils ne sont à ce jour pas retrouvés, ajoutant ainsi 3 noms de plus à la longue liste des disparus en mer.


La prolifération nucléaire -suite-

Les sources sont dangereuses quand elles brûlent.

Une autre circulaire de 1981 précisait: «Les locaux doivent être conçus de manière à protéger les sources contre les effets d’un incendie. Il y aura lieu de prévoir des dispositifs de lutte contre l’incendie prenant en compte les risques de contamination. L’utilisation de l’eau au contact des matières radioactives doit être aussi réduite que possible de manière à déposer les poussières et à éviter sous l’action du jet la rupture des récipients de la source. Après un incendie mettant en jeu de telles substances, il conviendra de faire procéder rapidement à des mesures de contamination du site et des environs, puis au nettoyage de la zone éventuellement contaminée». Les dommages aux tiers impliqués dans les vols, les récupérations, ou le voisinage de sources radioactives sont généralement plus graves que ceux éventuellement subis par les opérateurs, encore que les professionnels de la radiographie gamma soient particulièrement vulnérables et exposés: le CAMARI (Certificat d’ Aptitude à Manipuler les Appareils de Radiologie Industrielle) ne suffit pas à éliminer tout risque d’irradiation sur des chantiers où l’intubation de la radioactivité n’est pas connue de tous et où l’opérateur travaille en solitaire, souvent de nuit, tenant dans son appareil portatif la cage au dragon radioactif. Des auditeurs professionnels nous indiquent que les faisceaux radiologiques utilisés pour la vérification des ensembles de canalisation en tranchée urbaine sont dans certaines configurations orientées vers le public. Depuis quelques mois, et après plusieurs tentatives infructueuses visant à optimiser le retour aux fournisseurs de toutes les sources radioactives scellées décrites, défectueuses ou hors d’usage, les fournisseurs ont créé le fonds de garantie «Re Sources» destiné à couvrir les frais de l’intervention de l’ANDRA au cas où l’un d’entre eux ferait faillite et ne serait plus à même de gérer son parc radioactif. Par ailleurs, il appartient aux liquidateurs judiciaires des entreprises possédant des sources radioactives, de veiller aux retours des appareils chez les fournisseurs d’origine. Après le temps des récupérations clandestines de cuivre dans les transformateurs au pyrалène, vient le temps de la récupération des sources ou du moins de leurs emballages en plomb radioactif.

Abonnement à la Flèche : 100 F
Adhésion à ROBIN DES BOIS comprenant l’envoi de la Flèche, journal trimestriel de l’association, membre actif : 250 F
Membre bienfaiteur : + 250 F
ROBIN DES BOIS
15 rue Ferdinand Duval
75004 Paris

Règlement par chèque ou mandat à l’ordre de ROBIN DES BOIS

La Flèche été 97
L'embuscade d'Harare

Communique de presse de Robin des Bois 16 mai 1997

Un risque majeur pour les éléphants.
Trois pays d'Afrique australe - le Zimbabwe, le Botswana et la Namibie - se préparent au sein de la 10ème session plénière de la Convention de Washington portant sur le commerce international des espèces animales et végétales menacées d'extinction, à proposer le déclassement des éléphants de l'Annexe I à l'annexe II. La réunion se tiendra à Harare du 9 au 20 juin 1997. En clair, ce changement de statut ouvrirait la porte au renouveau du commerce international de l'ivoire qui a à la suite d'un vote quasi-unanime (7ème session plénière de la convention de Washington, Lausanne) est interdit depuis 7 ans. Cette suspension du commerce international ne saurait être considérée comme une ingénice dans le contexte des intérêts des pays hébergeant des éléphants. En effet, elle n'interfère pas avec le droit légitime de ces pays à gérer comme ils l'entendent leur patrimoine faunistique, à développer le tourisme de vision ou les activités de grande chasse sportive, à l'exemple du Zimbabwe qui, de toute façon, a annulé depuis une année 400 autorisations de tir à l'éléphant et bénéficié en l'occurrence de l'autorisation d'importation de défenses considérées comme des trophées de chasse. Par contre, l'insistance marquée de certains pays détenteurs d'ivoire peut être considérée comme une ingénice dans les affaires internes de pays dont les opinions publique ont clairement manifesté leur opposition à la consommation d'ivoire.
Le retour du commerce international de l'ivoire, même réservé dans un premier temps comme le proposent les trois pays pétitionnaires au plus gros consommateur mondial d'ivoire légal ou braconné, à savoir le Japon, consisterait un appel immédiat aux trafiquants et aux braconniers, et généraliserait à travers l'Afrique centrale, australe, et orientale des stock de dites spéculatives d'ivoire prélevés sur toutes les populations d'éléphants, et pas seulement sur les éléphants dont le Zimbabwe, la Namibie et le Botswana s'attribuent faussement la propriété. Les éléphants sont des animaux migrateurs reconnus comme tels par la Convention de Bonn sur les espèces migratrices. Les déplacements entre le Kenya et Ouganda, le Kenya et la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre, entre le Zaïre et la Zambie, entre la Zambie et le Zimbabwe sont clairement identifiés par les spécialistes. La Convention de Bonn stipule que les espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable : elle accorde ce statut auLoopera africana - doivent faire l'objet d'accords internationaux entre les pays de l'aire de répartition. Alors que les affrontements inter-ethniques se multiplient et se propagent en Afrique centrale et australe et que le financement des armes ou des bandes armées est en partie assuré par le trafic de diamants, d'ivoire et autres matières animales, la modification du statut des éléphants et la réouverture du commerce international de l'ivoire et des peaux porteraient un coup fatal à l'ensemble de la faune africaine. Plus que jamais, le commerce de l'ivoire est incontrollable. L'association Robin des Bois sera observatrice des débats d'Harare et participera aux tableaux du SSN (Species Survival Network) qui regroupe les principales organisations mondiales de protection de la nature. Les associations européennes ont pour leur part les moyens d'inclure les consommateurs à pratiquer le boycott de l'ivoire.

En France, des groupes de pression bien organisés s'acharnent ici où là à réouvrir la rivière de l'ivoire : artisans ivoiriens français plinguent auprès du Ministère du Commerce et de l'Agriculture, chef du canton de l'Aubrac, utilisateur de bois tropicaux et d'ivoire pour manches de couteau. Pourtant en France, comme ailleurs, le nombre d'employé sacrificé à l'encontre de la protection des éléphants est nul. Les 2 ou 3 restaurateurs d'œuvres d'art en ivoire ou incrustés d'ivoire auront assez des dizaines de tonnes d'ivoire remises dans les musées d'histoire naturelle pour tout le troisième millénaire. Au Japon, à Hong Kong, en Chine et en Afrique, des matières de remplacement ont été trouvées, dont l'ivoire végétal remis sur le marché des idées, par Robin des Bois en 1985.

Au Zimbabwe, l'interdiction internationale de l'ivoire permettrait de se débarrasser des quelques dizaines de milliers d'encorniers - les éléphants qui traissent dans les zones humides ou les plaines irriguées et constituent un obstacle physique et psychologique à l'assèchement des marais, aux détournements des fleuves, aux projets immobiliers et routiers. Le Zimbabwe, où curieusement les intérêts matériels ont de plus en plus d'influence, a dans ses tiroirs un deuxième projet de barrage.

La France taraude entre la volonté de respecter une mesure de sauvegarde récente et la volonté de s'impliquer dans les Grands Travaux de l'Afrique australe a une position de principe favorable au maintien de l'éléphant dans le cercle restreint (annexe I) des animaux qui à quelque titre que ce soit ne peuvent faire l'objet d'un commerce international. Mais les réunions préparatoires organisées par le Ministère de l'Environnement ont montré des divergences entre les différents ministères concernés. La récente conférence de Lomé (Togo) consacrée au statut des éléphants et à la gestion des aires protégées à montré que les pays francophones et des pays voisins comme la Zambie restent dans ce domaine homogènes et déterminés à protéger les éléphants. Une position qui devrait aider les pays de la C.E.E. à prendre une décision commune allant pour les éléphants dans le sens du oui de soulagement. Mais cette décision, contrairement aux conférences plénières de 1992 à Tokyo et de 1994 à Fort Lauderdale ne sera pas préparée à l'avance par une réunion européenne des ministres de l'environnement.

Zambèze a une population de 19.000 habitants et des peuplements d'herbivores sauvages typiques de la vallée du Zambèze. A la suite de l'implantation forcée de l'ethnic Tonga dont les terres ancestrales ont été submergées par la retenue du barrage, les conflits entre petits agriculteurs et faune sauvage se sont multipliés, tout en restant relativement mesurés. Entre 1983 et 1993, 10 éléphants par an ont été abattus accusés d'être selon la terminologie officielle des "animaux à problème". Dans la même zone, 20 éléphants sont tués chaque année par la chasse sportive. Pour les milieux d'affaires du Zimbabwe qui sont historiquement et économiquement liés aux pays anglo-saxons du Commonwealth, la reprise du trafic international d'ivoire permettrait de se débarrasser des quelques dizaines de milliers d'encorniers - les éléphants qui traient dans les zones humides ou les plaines irriguées et constituent un obstacle physique et psychologique à l'assèchement des marais, aux détournements des fleuves, aux projets immobiliers et routiers. Le Zimbabwe, où curieusement les intérêts matériels sont de plus en plus d'importance, a dans ses tiroirs un deuxième projet de barrage.

La France taraude entre la volonté de respecter une mesure de sauvegarde récente et la volonté de s'impliquer dans les Grands Travaux de l'Afrique australe a une position de principe favorable au maintien de l'éléphant dans le cercle restreint (annexe I) des animaux qui à quelque titre que ce soit ne peuvent faire l'objet d'un commerce international. Mais les réunions préparatoires organisées par le Ministère de l'Environnement ont montré des divergences entre les différents ministères concernés. La récente conférence de Lomé (Togo) consacrée au statut des éléphants et à la gestion des aires protégées a montré que les pays francophones et des pays voisins comme la Zambie restent dans ce domaine homogènes et déterminés à protéger les éléphants. Une position qui devrait aider les pays de la C.E.E. à prendre une décision commune allant pour les éléphants dans le sens du oui de soulagement. Mais cette décision, contrairement aux conférences plénières de 1992 à Tokyo et de 1994 à Fort Lauderdale ne sera pas préparée à l'avance par une réunion européenne des ministres de l'environnement.

Zambèze a une population de 19.000 habitants et des peuplements d'herbivores sauvages typiques de la vallée du Zambèze. A la suite de l'implantation forcée de l'ethnic Tonga dont les terres ancestrales ont été submergées par la retenue du barrage, les conflits entre petits agriculteurs et faune sauvage se sont multipliés, tout en restant relativement mesurés. Entre 1983 et 1993, 10 éléphants par an ont été abattus accusés d'être selon la terminologie officielle des « animaux à problème ». Dans la même zone, 20 éléphants sont tués chaque année par la chasse sportive. Pour les milieux d'affaires du Zimbabwe qui sont historiquement et économiquement liés aux pays anglo-saxons du Commonwealth, la reprise du trafic international d'ivoire permettrait de se débarrasser des quelques dizaines de milliers d'encorniers - les éléphants qui traient dans les zones humides ou les plaines irriguées et constituent un obstacle physique et psychologique à l'assèchement des marais, aux détournements des fleuves, aux projets immobiliers et routiers. Le Zimbabwe, où curieusement les intérêts matériels sont de plus en plus d'importance, a dans ses tiroirs un deuxième projet de barrage.


Nous sommes donc très surpris et inquiets d’apprendre que n° 5 de Chanel contient une huile parfumée extraite d’un arbre du Brésil, nommé Pau Rosa (Aniba Duckei). Le Pau Rosa ou bois de rose est considéré par les autorités compétentes comme en voie d’extinction. Nous pensons qu’il est indispensable de modifier la composition du n° 5 et d’éventuels autres parfums mis au point et commercialisés avec d’autres composants d’origine végétale ou animale. Des alternatives notamment synthétiques ont fait heureusement leur apparition sur le marché. Nous vous serions donc reconnaissants au nom de nos adhérents et des autres associations internationales conscients de la nécessité absolue et urgente de préserver ce qu’il reste des forêts tropicales, de renoncer à l’usage de l’huile essentielle de bois de rose. Afin de dissiper ce malaise et dans le but de répondre aux préoccupations des mouvements écologistes, nous nous permettons d’attendre une réponse très rapide.

Chanel : 23 février 1996.

Afin de répondre à votre demande, nous vous précisons que nos formules constituent l’essentiel de notre fonds de commerce et qu’il n’est pas dans nos habitudes de fournir des renseignements sur les composants de celles-ci. Néanmoins, nous sommes extrêmement sensibles aux problèmes d’environnement et à cet égard nous sommes au courant des possibilités d’utilisation des composants synthétiques et naturels.